

La dynamique du terrorisme : Le cas des Brigades rouges The Dynamics of Terrorism: The Case of The Red Brigades

Albert Legault

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701578ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/701578ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legault, A. (1983). La dynamique du terrorisme : Le cas des Brigades rouges. *Études internationales*, 14(4), 639–681. <https://doi.org/10.7202/701578ar>

Résumé de l'article

The dynamics of terrorism seem to follow a double track evolution. On the one hand, terrorism presents at the beginning a strong ideological component, particularly in the case of left-wings oriented terrorism. As events unfurl, terrorism drifts further apart from its original objectives. In the final stage, the ideological component relate almost exclusively to the ideology of violence for its own sake. On the other hand, the state ideological commitment to the preservation of the state creates a process whereby terrorism movements are being increasingly « marginalized ». The state administrative legal and political functions bring about a process through which terrorists, henceforth, are perceived as criminals. The case of the Red Brigades in Italy is used to illustrate this double track process.

LA DYNAMIQUE DU TERRORISME: LE CAS DES BRIGADES ROUGES*

Albert LEGAULT**

« La force est la sage-femme de toute
vieille société qui porte en elle-même les
germes d'une nouvelle »

Karl MARX (*Le Capital*)

ABSTRACT — *The Dynamics of Terrorism: The Case of The Red Brigades*

The dynamics of terrorism seem to follow a double track evolution. On the one hand, terrorism presents at the beginning a strong ideological component, particularly in the case of left-wings oriented terrorism. As events unfurl, terrorism drifts further apart from its original objectives. In the final stage, the ideological component relate almost exclusively to the ideology of violence for its own sake. On the other hand, the state ideological commitment to the preservation of the state creates a process whereby terrorism movements are being increasingly « marginalized ». The state administrative legal and political functions bring about a process through which terrorists, henceforth, are perceived as criminals. The case of the Red Brigades in Italy is used to illustrate this double track process.

Le terrorisme est un phénomène essentiellement lié aux démocraties et aux moyens de diffusion de l'information. Dans un régime totalitaire, la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire n'a souvent qu'un caractère purement symbolique. La répression est omniprésente puisque les partis, les médias, l'appareil gouvernemental et ses institutions judiciaires et policières sont les gardiens de la religion du ou des pouvoir(s) en place. Elle est donc de ce fait silencieuse, car il en va de la survie des uns et des autres à l'intérieur du système, ce qui revient souvent à dire, pour ceux qui la pratiquent, qu'elle n'existe pas.

Dans les démocraties, le terrorisme, c'est l'affirmation violente de la religion des contre-pouvoirs¹. Si les peuples avaient besoin dans le passé des miracles pour

* Ce travail a été rédigé en collaboration avec Mme Noëlle Bertrand, plus particulièrement l'étude de cas sur l'Italie. L'auteur remercie ici le CQRI pour l'octroi d'une subvention qui lui a permis de mener à terme cette étude.

** Professeur au Département de science politique de l'Université Laval, Québec.

1. Wanda von BAYER KATTE définit la terreur comme « un anti-système qui s'oppose à la nationalité structurelle immanente de tout ordre social donné ». (Terror is an anti-system opposing the immanent structural rationality of a given social order). Cf. *Marxism, Communism and Western Society: a Comparative Encyclopedia*, New-York, Herder and Herder, 1973, vol. VIII, p. 124.

entretenir leur imagination, ils sont aujourd'hui largement servis avec les prouesses du terrorisme, tout autant qu'avec les prodiges du contre-terrorisme.

De tout temps, la fête, dans le sens sociologique du terme, et la liesse populaire ont entouré les jeux, les guerres et les révolutions. Sur un plan individuel, celui qui risque sa vie dans des compétitions sportives, dans des opérations difficiles de sauvetage, dans des opérations militaires ou policières, ou encore dans le cadre d'activités de groupes criminels, suscite respect et admiration. À la condition que les règles du jeu, propres à chacune de ces opérations, soient respectées. Aucun type de société ou de contre-société ne supporte les traîtres. Le héros, en fin de compte, est celui qui est prêt à faire le sacrifice de sa vie.

Depuis la naissance de l'État, et surtout depuis la séparation des pouvoirs entre l'Église et l'État, d'autres dieux ont fait leur apparition. Celui de l'État, de la Patrie, de la Nation. Forme suprême d'organisation sociale, l'État régimente, enrégimente, et régule la vie de tout citoyen. Alors que depuis le XIX^{ème} siècle, le film, le roman, et la littérature célèbrent la mort de Dieu², jamais, depuis à peu près la même époque, le dieu de l'État n'a été affirmé avec autant de vigueur. Il n'est nullement besoin d'acquiescer au verdict amer de Nietzsche sur l'État, « le plus froid des monstres froids », pour se rendre compte qu'à l'occasion il devient pour les hommes le plus imparfait des dieux.

L'État, « cette monstrueuse concentration du pouvoir... ce monstre conçu à la Renaissance, accouché par Frédéric et Robespierre, épanoui en napoléonisme, congestionné en hitlérisme »³, pétrifié et solidifié en goulagisme ajouterait sans doute aujourd'hui Soljenitsyne, constitue-t-il, pour les groupements terroristes, le monstre à abattre ? En réalité, en dépit des signes démocratiques de la contestation politique du rôle de l'État, comme cela s'est vu aux États-Unis avec la proposition 13 en Californie, ou des signes violents de la contestation de l'État dans les revendications formulées par les groupements terroristes, personne n'a encore proposé d'alternative politique viable à la gouverne des citoyens par l'État. Le caractère de « l'inclusion obligée »⁴ du citoyen, ou de son « appartenance » obligatoire (compulsory incumbency) à l'État, en fait, dès sa naissance, un sujet soumis aux caprices de la volonté de la gouverne politique. Seule la rébellion ou la dissidence peut sortir le citoyen de cette « inclusion obligée », mais il devient alors un « outcast », un « outlaw », sinon tout simplement un citoyen privé de ses droits de citoyenneté, sanction suprême qu'un état peut réserver aux plus extrêmes de ses membres.

Si la société tolère des contre-sociétés (tous les éléments marginaux de la société, ou encore des sociétés secrètes ou closes, à caractère religieux ou autre), le pouvoir politique, lui, ne peut tolérer de contre-pouvoir politique. Il peut permettre à un contre-pouvoir politique de s'affirmer, ou éventuellement partager le pouvoir

-
2. Cf., en ce domaine, le remarquable numéro spécial de la Revue *ÇADMOS*, Genève, vol. I, no. 3, automne 1978.
 3. Bertrand de JOUVENEL, « Du Pouvoir, histoire naturelle de sa croissance », cité dans Jean-Jacques CHEVALLIER, *Les grandes oeuvres politiques*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 396.
 4. Gérard BERGERON, *La Gouverne politique*, Paris et La Haye, Mouton, 1977, p. 26.

avec ce contre-pouvoir⁵, mais il est très rare, hormis l'abdication pure et simple d'un régime en place, que le contre-pouvoir⁶ puisse se substituer au pouvoir, sans effusion de sang ou sans avoir recours à la violence.

C'est donc à la jonction de ces deux religions, la première individuelle (l'abnégation et le don éventuel de sa vie), la seconde étatique (l'État intouchable et inviolable), que se situe le phénomène du terrorisme. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la conjugaison de ces deux dimensions, peut-être les plus grandioses dans toute l'histoire de l'humanité, soient suivies avec tant d'intérêt par la presse écrite et parlée. Le terrorisme fascine, électrise, et magnétise. Les mass media propagent, accentuent, et amplifient la terreur psychologique. Ils sortent les peuples et l'homme de l'ornière, les tirent de leur ennui, et leur donnent des peurs en pâture. Ils fournissent, en ce sens, une distinguée plate-forme aux agents de la terreur sans laquelle leurs actions seraient probablement de peu d'éclat⁷. Un spécialiste des comportements humains prétendait devant une commission d'enquête américaine, en 1974, qu'en l'absence de publicité, 75% des actes terroristes n'auraient pas lieu⁸.

Le public, par ailleurs réclame le terrorisme en direct. Bruno Frappat exagérait à peine lorsqu'il écrivait:

Beaucoup ont regretté que, lors de la tentative d'assassinat contre Jean-Paul II, les caméras aient été débranchées au moment des coups de feu. À Barcelone, on manquait de prises de vue à l'intérieur. La satisfaction du public nécessite qu'on s'entende désormais avec les terroristes avant le tournage afin que le spectacle soit irréprochable. Il y va de la qualité de notre terreur.⁹

Dans des situations terroristes, l'émetteur, ce sont toujours les organisations terroristes. Le récepteur, c'est l'État, ce sont ses agents ou ses représentants, des groupes de citoyens, ou encore d'innocentes victimes au sein de la population. Dans tous les cas, la cible visée, est l'État. Les actions terroristes qui ne visent pas l'État (la démente, les fous, les psychopathes, la violence gratuite) relève de la criminalité et non de l'illégitimité politique, même si l'État a été dans l'obligation d'intervenir dans le déroulement de l'action, soit à titre d'interlocuteur, de policier, de médiateur ou encore de négociateur.

Dans la terreur qui se répand, le peuple est pris à témoin, lorsqu'il n'est pas pris en otage, tout à la fois par les « terroristes » et par « l'État ». Il est en quelque sorte la courroie de transmission de la légitimité de l'État; si elle dérape, c'est le régime tout entier qui risque d'être coupé de sa base. C'est la violence qui risque de se perpétuer, de s'étendre, pour finalement déboucher sur l'anarchie. Si elle est, au contraire, maintenue en place, ce sont les organisations terroristes qui se trouvent

5. Signe suprême du compromis politique, comme cela fut partiellement le cas en Pologne lorsque Varsovie parut accepter, aux débuts de la crise, vouloir partager la gouverne politique avec le contre-pouvoir constitué par les syndicats ouvriers.

6. Illégitime, violent, ou révolutionnaire.

7. Ces quelques lignes ont un but purement descriptif, elles ne visent, en aucun cas, à imputer aux journalistes quelque responsabilité qu'il soit en matière de terrorisme.

8. Cité dans Anthony KELLETT, « International Terrorism: A Retrospective and Prospective Examination », *ORAE Report No. R78*, Ottawa, Ministère de la Défense Nationale, mai 1981, p. 26.

9. *Le Monde*, 26 mai 1981, p. 1.

amputées de tout soutien populaire. Le peuple devient donc l'arbitre suprême des luttes qui opposent le pouvoir et le contre-pouvoir. C'est la raison pour laquelle les démocraties sont plus vulnérables au terrorisme.

Notre propos, dans ce chapitre, est de démontrer en pièces détachées les diverses composantes du terrorisme. Le terrorisme est d'abord et avant tout un phénomène stratégique. Il se situe quelque part entre le désordre social et la révolution proprement dite. Ceci étant dit, la violence n'est le monopole d'aucun groupe. Il existe en effet diverses formes de terrorisme. Ces propos feront l'objet de la deuxième section de cet article. Nous verrons ensuite, dans une troisième partie, quelles sont les caractéristiques essentielles du terrorisme insurrectionnel. Dans une quatrième partie, nous nous arrêterons, à titre d'exemple, sur le cas de l'Italie, modèle de démocratie occidentale qui vit une « anticipation exaspérée et paradoxale des problèmes qui sont en train de mûrir dans d'autres pays »¹⁰.

I – GÉNÉRALITÉS

A — Le terrorisme : phénomène stratégique

Les trois composantes essentielles de la stratégie se regroupent selon trois champs : *l'utilisation de la force*, à l'intérieur d'un environnement dont le champ d'application est la « *matière sociale* », et dans une situation de *négation réciproque* des adversaires. Il n'est guère de phénomène qui soit davantage stratégique dans son essence que le terrorisme. Il implique, en premier lieu, l'existence d'une situation antagonistique entre deux groupes, dont le premier est en règle générale incarné par l'État, et le second constitué par ceux qui pratiquent le terrorisme. Chacun de ces groupes recherche, pour des raisons différentes, l'élimination de l'autre. Chacun estime avoir sa légitimité en propre, et le triomphe de l'un sur l'autre ne peut être total que dans la mesure où l'un ou l'autre est éliminé.

L'utilisation de la violence, en second lieu, qui peut aller de la violence aveugle¹¹ et non discriminatoire¹² à la violence sélective et personnalisée¹³ a toujours comme objectif, même si elle n'a qu'un caractère symbolique, l'intimidation du pouvoir en place, ou encore de la population ou des groupes qui appuient ce pouvoir. Elle a été livrée jusqu'à maintenant avec les moyens de bord dont disposaient les terroristes¹⁴, mais rien n'exclut qu'ils aient recours dans l'avenir à des armes plus sophistiquées, ou encore à des méthodes nouvelles d'intimidation sur une grande échelle¹⁵. La crainte la plus grave sans doute partagée par plusieurs est

10. Déclaration de l'ex-président de la Chambre des députés, M. Pietro INGRAO.

11. Comme le déplorable incident de la gare de Bologne où l'explosion d'une bombe a fait plus de 200 blessés et causé la mort de plus de 70 victimes innocentes.

12. Comme le détournement d'un avion civil.

13. Exécutions, assassinats, et prises d'otages.

14. Lettres piégées, armes personnelles, grenades, mitraillettes, bombes, bazookas, et missiles sol-air.

15. Les armes chimiques et bactériologiques semblent avoir été considérées par certains groupes. Cf. Anthony KELLETT, *op. cit.*, pp. 30-39.

qu'un groupe terroriste s'empare d'une arme nucléaire ou réussisse un jour à la fabriquer. À la fin des années 1970, par ailleurs, la plupart des groupes qui sont à l'oeuvre sont constitués par une seconde sinon une troisième génération de terroristes, plus professionnelle que la première, et sans doute aussi mieux équipée¹⁶.

Le champ d'application par excellence du terrorisme, enfin, est la matière ou le tissu social constitué par l'ensemble du système politique. Cette matière sociale se répartit entre trois strates particulières: la strate populaire constituée par l'ensemble du peuple, de groupes de citoyens, de rassemblements ou d'associations volontaires ou professionnelles; la strate bureaucratique ou organisationnelle composée par les agents de l'État et ses représentants; et la strate impérative¹⁷ ou dirigeante constituée par le gouvernement proprement dit.

Tout groupe terroriste vise ultimement à atteindre l'État dans sa légitimité. Comme les chefs d'État sont cependant en règle générale bien protégés¹⁸, c'est la plupart du temps aux agents de l'État et à ses institutions, notamment judiciaires et policières, que s'en prennent les groupements terroristes. La population est souvent la victime innocente de nombreux attentats, car le terrorisme pour réussir dans son but politique doit s'appuyer sur une cause largement soutenue¹⁹. L'intimidation qui frappe aveuglément, la peur, la menace, les exécutions sommaires, sont autant de techniques utilisées pour couper le pouvoir politique de sa base populaire. La violence selon le vieux proverbe chinois « N'en tuez qu'un, vous en effraierez des dizaines de milliers d'autres »²⁰ a toujours un caractère exemplaire. Celle qui ne viserait cependant que des groupes de la strate populaire sans pour autant remettre en cause la légitimité de l'État²¹, c'est-à-dire la strate impérative, relèverait davantage de la criminalité que du terrorisme, même s'il y a emprunt dans les méthodes utilisées (enlèvements, kidnappings, et assassinats) à l'arsenal classique des moyens de la terreur.

B — Le terrorisme dans le contexte de l'ordre et du désordre interne

Phénomène social dans ses manifestations, le terrorisme n'en constitue pas moins un événement essentiellement politique, tant par les objectifs qu'il poursuit que dans le déroulement de ses processus subversifs. Le terrorisme est un phénomène qui se situe quelque part entre le désordre social et la révolution proprement dite. À l'ordre politique s'oppose l'anarchie, et à la stabilité politique s'oppose la révolution. En d'autres termes, si l'anarchie implique la révolution et l'ordre politique la stabilité politique, il va de soi que celle-ci est contradictoire avec l'ordre politique.

16. *Ibid.* p. 57.

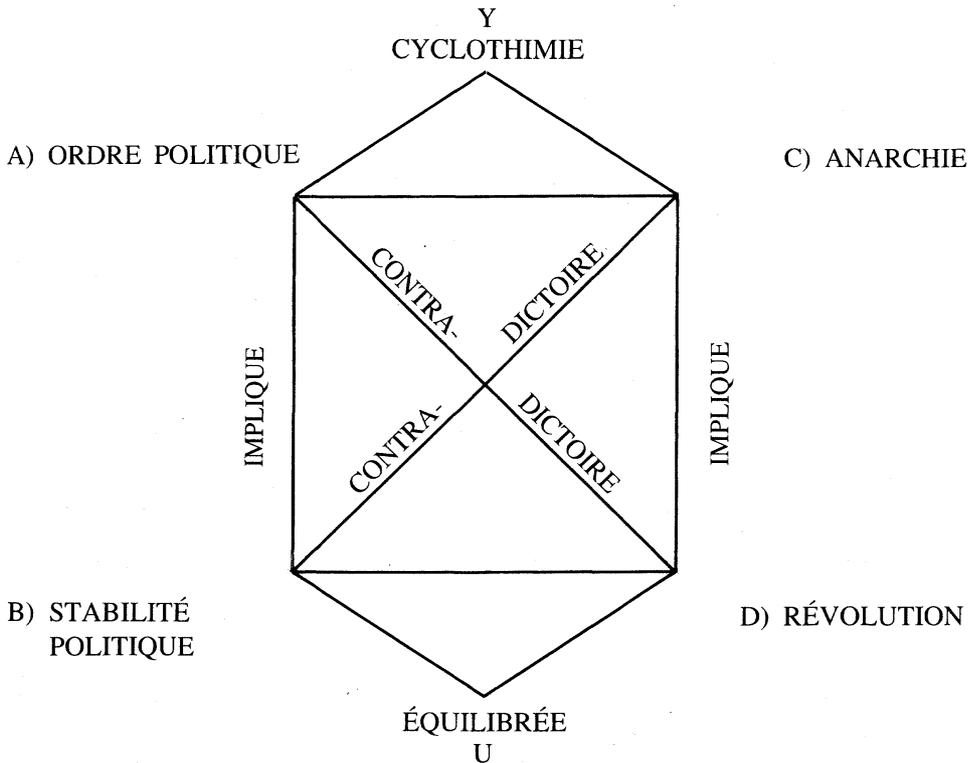
17. Nous empruntons le terme à l'ouvrage de Gérard BERGERON, « La gouverne politique », *op. cit.* Voir plus particulièrement le chapitre 3.

18. Encore que les attentats contre le pape et le président américain Reagan démontrent la fragilité des systèmes de sécurité mis en place.

19. D'où la force des mouvements terroristes dans les guerres dites de décolonisation.

20. Cité dans Nathan LEITES et Charles WOLF, Jr., *Rebellion and Authority*, Chicago, Markham Publishing Company, 1970, p. 99.

21. Comme les règlements de compte au sein de la mafia par exemple.



Processus de rééquilibrages
socio-économico-politiques

Pour mieux comprendre les « structures élémentaires de la signification²² » du phénomène politique qui nous préoccupe ici, nous nous permettons de rappeler au lecteur les principes de l'extérieur du carré d'Aristote.

Ainsi, les propositions A et C impliquent respectivement les propositions B et D, tandis que les propositions B et C, et A et D sont contradictoires. Les processus de rééquilibrages à l'intérieur d'une société (la proposition U) peuvent cependant se faire d'une façon violente ou pacifique, ou encore selon une façon tout à la fois violente et pacifique. Quant au système politique dans son ensemble, il peut être qualifié ou bien par l'ordre ou bien par l'anarchie, l'alternance entre ces deux termes étant toujours possible, mais non pas les deux à la fois²³.

Les propositions B et D par ailleurs représentent des termes absolus auxquels l'on pourrait superposer les deux termes de paix et guerre dans le sens de la gradation, d'une part, et en dessous desquels l'on pourrait faire figurer, d'une façon décroissante les deux couples opposés « respect de l'ordre – terrorisme », et « ordre

22. Voir en ce domaine Oswald DUCROT et Tzvetan TODOROV, *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*, Paris, Seuil, 1972, p. 151.

23. Voir DUCROT et TODOROV, *op. cit.*, quant à la discussion de cet hexagone logique.

social – désordre social », d'autre part. Nous obtiendrons ainsi les deux séries suivantes de termes contraires²⁴:

B ¹ Paix	D ¹ Guerre
B ² Stabilité politique	D ² Révolution
B ³ Respect de l'ordre	D ³ Terrorisme
B ⁴ Ordre social	D ⁴ Désordre social

Tous les termes contenus dans la série D constituent en quelque sorte un mode d'expression qui porte atteinte, à des degrés divers et de façon différente, à la légitimité de l'État. L'armée, au niveau international, est la gardienne de la légitimité de l'État de par la fonction de « sécurité » qu'elle lui confère²⁵, tout comme la police, au niveau interne, se veut la gardienne de l'ordre social imprimé par la gouverne de l'État et dont la perpétuation dépend en quelque sorte du consensus social qui le sous-tend.

Au niveau interne, la révolution ou la guerre civile constitue la manifestation la plus éclatante d'une légitimité nouvelle qui se crée dans la mesure où elle réussit, comme en Iran par exemple, ou qui s'estompe, quelque fois rapidement, si elle se solde par un échec. Les conflits sociaux, voire même syndicaux, les luttes de classe qui peuvent opposer divers groupes ou individus, ou encore l'accroissement de la délinquance ou de la criminalité sont autant de signes extérieurs d'un désordre social qui peut, à la longue, miner la légitimité d'un régime en place. Dans ces conditions, les processus de rééquilibres socio-économiques peuvent se faire, soit à la faveur d'une politique de réduction des conflits sociaux, ou encore d'un changement de gouvernement, dans l'hypothèse, bien sûr, où nous sommes en présence d'un régime démocratique. Ce qu'il importe ici de constater, c'est qu'aussi longtemps que les conflits se situent au niveau de la strate populaire²⁶, nous sommes en présence de conflits sociaux qui peuvent à long terme porter atteinte à la légitimité de l'État, mais qui ne la mettent pas directement en cause²⁷.

Il en va autrement avec le terrorisme dont le but avoué est d'amener le gouvernement à céder devant une légitimité différente qu'il ne peut admettre ou avec laquelle il ne peut composer sans remettre en cause la sienne propre. La composante de la violence se double donc ici d'une composante idéologique, ce qui donne lieu à un discours et à un contre-discours²⁸, les deux termes étant compris dans les deux cas, dans le double sens du geste et de la parole (*words and deeds*).

24. Il est intéressant de constater sémantiquement que les termes B¹ et D¹, ainsi que B⁴ et D⁴ sont des contraires absolus. Il n'y a pas, à strictement parler, d'antonyme à D² et D³. Le terme anglais « Law and order » dans le sens d'une acceptation volontaire et délibérée du contenu de la structure sociale de l'État, et des conséquences qui en découlent pour la transformation du rapport des forces à l'intérieur d'une société, traduirait sans doute mieux le sens de la proposition contraire de D³.

25. Au sujet de la fonction de « légitimation » et « sécurisation », voir l'étude de Gérard BERGERON, *op. cit.*, pp. 53-59.

26. Ou encore au niveau « infrafonctionnel » pour emprunter au vocabulaire de Gérard Bergeron, par opposition au niveau « fonctionnel » réservé à la strate « impérative » et organisationnelle.

27. Encore que les conflits politiques en Pologne ont remis en cause la légitimité de l'État socialiste.

28. Termes sur lesquels nous reviendrons dans une section ultérieure.

À la légitimité du terrorisme s'oppose la légitimité de la répression²⁹. Les deux pouvoirs (ou encore le pouvoir et le contre-pouvoir) s'opposent ainsi dans une série de transformations successives qui se soldent, en règle générale, par le triomphe de la légitimité sur la contre-légitimité. À l'intérieur d'un pouvoir démocratique, un régime en place gouverne généralement par la dissuasion (celle de ses lois et de ses institutions), la persuasion et, à l'occasion, par la coercition. La gouverne par la répression est le propre des régimes totalitaires, mais rarement le lot des démocraties. Lorsque celles-ci sont cependant mises en cause dans leur légitimité, c'est l'appareil de la répression qui est en règle générale déclenché, avec toute la panoplie des moyens répressifs qu'elle implique.

« Les armes et l'organisation sont les éléments déterminants du progrès » écrivait déjà Louis Auguste Blanqui dans son *Manifeste révolutionnaire* du milieu du XIX^{ème} siècle³⁰. À la violence peut être opposée la violence, à cette différence cependant que l'État est doté d'une infrastructure et d'une organisation autrement plus efficace que celle dont dispose à l'heure actuelle la plupart des groupements terroristes.

C – Les différentes formes de terrorisme

Personne n'a le monopole de la violence. À la limite, comme l'écrivait Jean-Pierre Derriennic, « le terrorisme c'est toujours la violence des autres, et la violence « légitime » est celle qui défend l'ordre social « juste » ou sert *la bonne révolution*³¹ ». Ce même auteur distingue trois formes fondamentales de terrorisme : le terrorisme interétatique, le terrorisme répressif et le terrorisme insurrectionnel³². Le terrorisme interétatique a toujours été pratiqué avec plus ou moins de discrimination en période de guerre. Les bombardements allemands sur l'Angleterre, ou encore les bombardements nocturnes britanniques sur certaines grandes villes allemandes durant la Deuxième Guerre mondiale, les bombardements de Hanoï en 1972, tout comme la destruction de Hiroshima et de Nagasaki en 1945 représentent autant de formes d'actions destinées à inspirer la « terreur » et à briser le moral de l'adversaire. Cette forme de terrorisme étatique connaît aujourd'hui son aboutissement ultime dans les doctrines de la dissuasion nucléaire qui repose non seulement sur la terreur,

29. Frédéric HACKER a bien saisi cette dichotomie lorsqu'il définit la terreur « comme l'emploi par les puissants de l'instrument de domination qu'est l'intimidation » et le terrorisme comme « l'imitation et l'utilisation des méthodes de terreur par ceux qui ne sont pas au pouvoir ». Cf. *Terreur et Terrorisme*, Paris, Flammarion, 1976, p. 21. L'expression anglaise « Freedom's Fighters » traduit bien aussi l'antinomie des positions, selon que la terreur est perçue par l'un ou l'autre bout de la lunette.

30. Cité dans Reidar LARSSON, *Theories of Revolution: From Marx to the First Russian Revolution*, Stockholm, Almqvist et Wiksell, 1970, p. 17.

31. Jean-Pierre DERRIENNIC, « Actions terroristes et société internationale », *Perspectives Internationales*, Ottawa, mai-juin 1975, p. 7.

32. *Ibid.*, pp. 7-8.

mais aussi sur la parfaite dénégation de soi-même³³, l'issue du conflit ne pouvant être que le suicide réciproque des adversaires.

En second lieu, le terrorisme répressif, sans doute le plus ancien, est également largement pratiqué à l'intérieur des régimes totalitaires ou autoritaires, soit à l'endroit de leurs propres populations ou à l'égard de leurs minorités. Souvent toléré lorsqu'il ne dépasse pas les frontières nationales, il s'enlise la plupart du temps dans d'interminables conflits qui mettent en prise le pouvoir et le (ou les) contre-pouvoir(s). Vu de l'extérieur, c'est peut-être celui qui est le plus incompréhensible, puisqu'il oppose à l'intérieur d'un même État une série de légitimités contrariantes, ce qui rend d'autant plus difficile l'appréciation de la justesse de la cause ou des causes défendues par les uns ou les autres.

Le terrorisme insurrectionnel enfin, est celui qui vise à éliminer, à faire disparaître, ou encore à transformer un pouvoir établi dans le but d'amener celui-ci à composer avec les revendications formulées à la base par les groupements terroristes. Toutes les guerres de décolonisation, pour ne citer qu'un cas, le mouvement FLN d'Algérie, sont des exemples éloquentes de cette forme de terrorisme. L'apparition en Europe de groupes terroristes à vocation politique violente constitue une nouvelle forme ou une sous-catégorie du terrorisme insurrectionnel, dans la mesure où les objectifs poursuivis visent à amener l'État à reconnaître la légitimité des motifs qui sous-tendent l'action des terroristes.

Paul Wilkinson, pour sa part, distingue quatre formes assez similaires de terrorisme. Les trois premières rejoignent nos catégories puisqu'il parle de terrorisme de guerre, de terrorisme répressif, et de terrorisme révolutionnaire.³⁴ Il ajoute à ces trois premières catégories le terrorisme pseudo-révolutionnaire que nous excluons, pour notre part, de notre analyse, puisqu'il relève davantage de la criminalité, de la psychopathie ou encore de la mystification.³⁵

33. L'aspect psychologique de la négation et de la dénégation (aujourd'hui fort bien illustré par les grévistes de la faim de l'IRA) est fort bien mis en relief par cette phrase de Langston Hughes « Seems like what makes me crazy has no effect on you. I am gonna keep on doing until you're crazy too ». Cité dans H.L. NIEBURG, *Political Violence: The Behavioral Process*, New-York, St. Martin's Press, 1969, p. 136.

34. Cf. Paul WILKINSON, « Three Questions on Terrorism », *Government and Opposition*, vol. 8, no 3, été 1978, pp. 290-312. Nous préférons le terme interétatique à celui de guerre puisqu'il est rattaché à des formes de violence pratiquées par l'État, et le terrorisme insurrectionnel à celui de révolutionnaire qui conviendrait davantage à la situation de terreur qui prévaut en cas de guerre civile ou de révolution intérieure. Il nous semble par ailleurs, comme nous l'avons vu ci-dessus, que le « terrorisme » correspond à une forme de violence intermédiaire entre la révolution proprement dite et le désordre social.

35. E.F. MICKOLUS, « Negotiating for Hostages, A policy Dilemma », *Orbis*, XIX, no. 4, hiver 1976, distingue, pour sa part, quatre catégories de mouvements terroristes, (les séparatistes nationalistes, les Fedayeens, extrême gauche et anarchistes, les guerilleros d'Amérique latine) qui correspondraient à notre définition du terrorisme insurrectionnel, tandis que ses deux dernières catégories (criminels, psychopathes et mystificateurs) seraient plus proches de la catégorie « pseudo-révolutionnaire » de Wilkinson.

S'il est relativement simple, au niveau des concepts de distinguer le terrorisme interétatique, de la répression ou encore du terrorisme insurrectionnel, il reste que la réalité politique ne se laisse pas enfermer dans des concepts aussi étroits. Le terme « terrorisme international » est désormais d'usage courant, et certains auteurs parlent même de terrorisme transnational³⁶. Au niveau des concepts, il n'est peut-être pas déraisonnable d'affirmer qu'il existe trois sortes de terrorisme insurrectionnel: le terrorisme insurrectionnel interne ou endogène, le terrorisme insurrectionnel transnational, et le terrorisme insurrectionnel international.

La première serait ainsi de nature endogène ou interne à l'État où il est pratiqué. C'est peut-être la forme la plus irréductible de terrorisme, car elle déclenche immédiatement le cycle de la répression. Le deuxième type serait de nature exogène et viserait dans d'autres pays à sensibiliser l'opinion des gouvernements à la cause défendue par les mouvements terroristes. Le mouvement nationaliste Sud-Moluquois serait ainsi un bon exemple de terrorisme exogène à l'Indonésie, puisque transporté dans les Pays-Bas afin d'amener le gouvernement de l'ancienne métropole à prendre position sur les revendications du mouvement contestataire. C'est évidemment à l'intérieur de cette catégorie que se situerait le mouvement palestinien dont l'action à l'étranger vise à alerter l'opinion internationale ou encore à amener les pays qui composent de trop près avec Israël à considérer avec plus de sympathie la cause palestinienne. Quant au terrorisme insurrectionnel international, il faudrait peut-être réserver cette catégorie à un ensemble de mouvements qui se doterait d'une organisation commune pour coordonner leurs actions et ainsi en multiplier les effets à l'extérieur. L'expression « le terrorisme insurrectionnel multinational » conviendrait peut-être tout autant aux divers groupements terroristes épars à travers le monde, dont les uns sont soutenus par un groupe d'États en particulier³⁷.

Ces distinctions toutefois, pour utiles qu'elles soient, n'arrivent pas à cerner la complexité de la réalité. Un mouvement insurrectionnel endogène peut ainsi opérer à la fois au niveau endogène et simultanément dans plusieurs autres pays à la fois.

36. Anthony KELLET, *op. cit.*, pour sa part préfère le terme de transnational à celui d'international, ce dernier terme paraissant accréditer l'idée d'une « Internationale terroriste », dirigée par Moscou. Cf. en ce domaine l'ouvrage célèbre de Claire STERLING, *Le Réseau de la Terreur*, Paris, J.-C. Lattès, 1981, et le récent ouvrage de Roland LAURENT, *L'internationale terroriste démasquée*, Paris, Alain Lefebvre, 1981. Durant les premiers mois de l'administration Reagan, le secrétaire d'État Haig a également insisté dans ses déclarations sur l'idée d'une campagne terroriste orchestrée par Moscou. S'il est indéniable que Moscou a fourni d'innombrables assistances aux mouvements terroristes, plus particulièrement au niveau logistique (appuis financiers, camps d'entraînement, armes; cf. en ce domaine les publications du Jonathan Institute, en particulier R.S. CLINE, *The Soviet Connection, International Terrorism*, Jerusalem Conference, 2-5 juillet 1979), il est plus difficile d'admettre, jusqu'à ce que la démonstration contraire ait été établie, que Moscou soit à l'origine d'une campagne délibérément orchestrée à travers le monde. Ceci étant dit, il va de soi que Moscou a intérêt à capitaliser sur de nombreux mouvements pour exploiter la situation à son avantage.

37. Cf. en ce domaine, la nomenclature des mouvements et leurs pays d'affiliation établie par Brian CROZIER, « The Study of Conflict », *The Journal of Conflict Studies*, no. 7, novembre 1970, et celle parue dans *International Terrorism: The Darkening Horizon*, Jerusalem, the Jonathan Institute, 1979, pp. 24-25.

Inversement il y a des mouvements qui opèrent presque essentiellement au niveau transnational parce qu'ils n'ont pas, dans leur pays, la possibilité d'agir avec efficacité. Quoiqu'il en soit, les principales formes de terrorisme pourraient peut-être être regroupées, pour les besoins de la cause, de la façon suivante:

1. **Terrorisme interétatique:** Violence sélective pratiquée par l'État en période de guerre, et surtout destinée à contraindre l'adversaire dans sa volonté.
2. **Terrorisme répressif³⁸:** Contre-violence ou répression déclenchée par l'État pour éliminer les sources du contre-pouvoir.
3. **Terrorisme insurrectionnel:** Violence déclenchée par les contre-pouvoirs pour transformer le pouvoir établi.
 - Interne
 - mouvements de gauche et d'extrême-droite
 - anarchistes
 - les guerrilleros d'Amérique latine
 - les séparatistes et mouvements nationalistes.
 - Transnational
 - Les mouvements palestiniens
 - Autres groupes insurrectionnels nationalistes opérant à l'étranger
 - International
 - « Internationale Terroriste »

II — LE TERRORISME INSURRECTIONNEL

A — Son extension dans le temps et l'espace

Anthony Kellett, le premier, admet qu'il est difficile de faire un examen comparatif des diverses formes de terrorisme, d'autant que les définitions varient d'un auteur à l'autre. Les classifications les plus communément utilisées relèvent essentiellement des différentes formes d'attentats politiques pratiqués à travers le monde. Les plus connues sont celles de Wilkinson, de Mickolus et celles de la CIA³⁹. Mickolus ayant lui-même travaillé à la CIA dans le passé, sa classification emprunte donc à celle de la CIA, encore que cette dernière contienne deux fois moins d'items que celle de Mickolus⁴⁰.

Dans les trois cas, cependant, le recoupement des catégories est considérable. Ainsi, l'utilisation d'explosifs et de bombes incendiaires représente plus de 50 % de

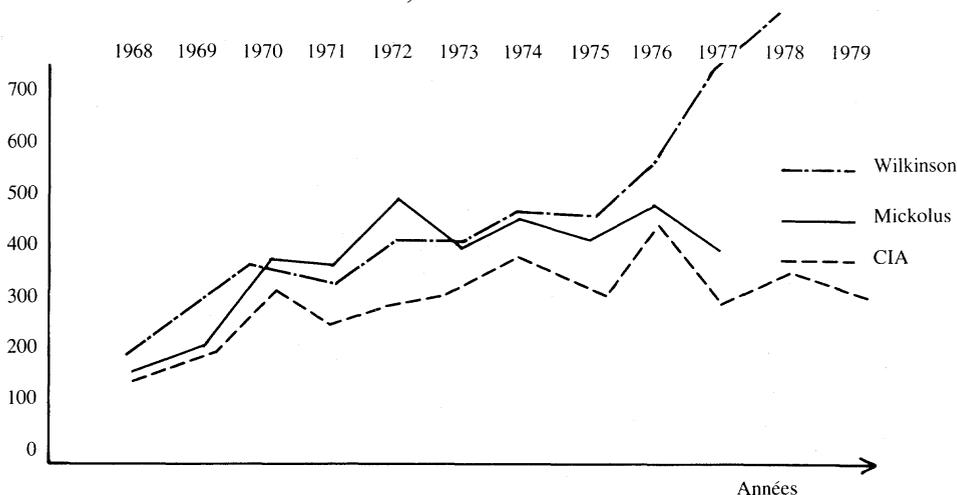
38. *Amnesty International* publie à ce sujet des statistiques qui ne font guère l'objet d'analyses aussi inquiétantes que celles qui concernent le terrorisme insurrectionnel!

39. Paul WILKINSON, « Terrorism – International Dimension », *The Journal of Conflict Studies*, no 113, novembre 1979; Edward F. MICKOLUS, *Transnational Terrorism: A Chronology of Events 1968-1979*, Westport; Greenwood Press, 1980, et *International Terrorism in 1979 – A Research Paper*, Washington, D.C.; CIA, National Foreign Assessment Center, 1980.

40. La classification de Mickolus contient 22 items, comparativement à 11 pour celle de la CIA.

tous les types d'actes terroristes, perpétrés entre 1968 et 1978⁴¹. Les autres formes d'actes terroristes les plus fréquemment utilisées sont le kidnapping, la piraterie aérienne, les lettres piégées et les assassinats politiques. Dans le cas des lettres piégées et de la piraterie aérienne, il semble bien qu'il s'agisse là de deux formes d'actions qui, étant donné les systèmes de protection et de sécurité mis sur pied à travers le monde, soient à la baisse depuis 1972 et 1973.

TABLEAU I
Fréquence d'actes terroristes (1968-1979)
selon la CIA, Mickolus et Wilkinson



N1 total d'incidents

	CIA	Mickolus	Wilkinson
1968	111	123	177
1969	166	179	274
1970	282	344	326
1971	216	301	291
1972	269	480	356
1973	275	340	349
1974	382	425	439
1975	297	342	435
1976	413	455	559
1977	279	340	707
1978	353	n.d.	975
1979	293	n.d.	n.d.
Total:	3,336	3,329	4,888

SOURCES: Voir note 39 de la page précédente.

41. Les périodes de temps couverts vont de 1968 à 1979 pour la CIA, de 1968 à 1977 pour Mickolus, et de 1968 à 1978 pour Wilkinson. Les pourcentages respectifs sont pour chacun de ces auteurs, 61,3 % 54 %, et 56,2 %.

Dans l'ensemble, les sources citées s'entendent pour constater un accroissement des actes terroristes au cours de la décennie 1968-1978. Comme on pourra le constater à la lecture du tableau I ci-contre reproduit, les années 1974 et 1976 marquent toutes, pour les trois sources citées, deux des sommets dans l'évolution du terrorisme au cours de la période 1968-1976. Wilkinson, toutefois, s'écarte considérablement des deux autres sources citées, puisqu'à partir de 1974, la recrudescence du terrorisme progresse en flèche pour atteindre en 1978, son plus haut sommet. Pour Mickolus, le plus haut sommet est atteint en 1972 tandis que pour la CIA, c'est l'année 1976 qui marque le plus grand nombre d'actes terroristes perpétrés en une seule année au cours de la période 1968-1979. C'est donc dire qu'il y a divergence d'opinions, probablement ou bien parce que Wilkinson a élargi, en cours de route, ses critères de sélection, ou bien parce que Mickolus et la CIA n'englobent pas, dans leurs calculs, certains incidents notés par Wilkinson. Mickolus et la CIA présentent cependant des courbes d'appréciation à peu près similaires, à cette différence que les chiffres de la CIA sont un peu plus conservateurs.

Chose certaine, si l'on se fie aux données de la CIA, les années 1977 et 1979 marqueraient un fléchissement des activités terroristes par rapport aux années 1974, 1975, et 1976. Le nombre d'incidents pour les années récentes est cependant encore beaucoup plus élevé que ceux qui ont eu lieu durant la période 1968-1972. Il se peut que ce fléchissement doive être interprété comme une « pause » qui serait suivie d'une recrudescence nouvelle des activités terroristes, ou encore comme un tournant vers un meilleur contrôle sur l'activité terroriste. Entre ces deux hypothèses, la première pessimiste, la seconde optimiste, il faut bien admettre que la plupart des spécialistes penchent en faveur de la première.

La répartition dans l'espace des actions terroristes laisse par ailleurs encore plus à désirer que les statistiques que nous venons de citer sur la fréquence des actes terroristes. Ainsi, pour ne prendre que les années 1978, et 1979, 55% de tous les actes terroristes qui se seraient produits en 1979 auraient eu lieu en Europe de l'ouest et en Amérique du nord⁴². Pour l'année 1978, Wilkinson avance des chiffres similaires puisque 50% des actions terroristes se seraient déroulées en Europe de l'ouest et en Amérique du nord. Durant la même année, l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique avaient été le siège d'actes terroristes dans les proportions respectives de 14% et 12% pour les deux premières régions, et de 11% chacune pour le Moyen-Orient et l'Asie⁴³. Mickolus, dans son article déjà cité et paru en 1976 dans la Revue *Orbis*, cite toutefois des chiffres tout à fait différents pour l'ensemble de la période 1968-1975. Il est vrai que seules les catégories de « prises d'otages », de « piraterie aérienne » et de « kidnapping » ont été retenues. La compilation des incidents pour la période citée donne ainsi les résultats suivants : Amérique latine (42.13%); Communauté atlantique (23.35%); Moyen-Orient (15.74%); Afrique (11.17%); et Asie (7.61%).

Ces chiffres laissent évidemment quelque peu rêveur l'observateur politique qui connaît le nombre incalculable de conflits en Asie ou ailleurs à la faveur desquels la

42. Cf. Anthony KELLET, *op. cit.*, p. 28.

43. WILKINSON, *op. cit.*

répression a été ouvertement et durement déclenchée. Il est donc permis de faire preuve d'un certain scepticisme face aux différentes statistiques sur la répartition géographique des incidents terroristes. Il reste toutefois que l'Amérique du nord et plus particulièrement l'Europe de l'ouest ont été durement touchés par le terrorisme insurrectionnel. Ces deux régions sont probablement d'ailleurs les deux seules du monde où les feux croisés de l'actualité sont les plus directs, les plus immédiats et les plus suivis.

B — Les caractéristiques du terrorisme insurrectionnel

Outre les aspects psychologiques classiques de la surprise et de l'imprévisibilité, du caractère exemplaire de la violence, et des résultats plutôt symboliques et psychologiques que recherchent les terroristes dans leurs actions⁴⁴, le terrorisme insurrectionnel ne peut guère être compris sans référence aux idéologies dominantes qui sous-tendent les actions des divers groupements.

1. *Les thèmes dominants du discours terroriste*

Il est impossible, cela va de soi, de couvrir à l'intérieur d'une seule étude, l'ensemble des idéologies des divers groupements terroristes. Nous laissons donc de côté les mouvements à caractère largement transnational, dont les causes tiennent à un ensemble de facteurs historiques autrement plus complexes que ceux qui sont en règle générale à la base du terrorisme insurrectionnel interne.

Si l'on se fie à l'expérience de l'Europe, les trois formes de terrorisme les plus fréquemment rencontrées sont: 1) le terrorisme des mouvements nationalistes et séparatistes, 2) le terrorisme réactionnaire de droite et 3) le terrorisme révolutionnaire de gauche. Les premiers ont comme point de départ de leurs revendications l'idée du peuple et de la nation. Ils ne cherchent pas à remettre en cause le système international, mais plutôt à s'intégrer à celui-ci. Tous les mouvements nationalistes insurrectionnels de la période de la décolonisation tiennent à cette première catégorie. L'IRA représenterait aujourd'hui « une dernière forme de ce terrorisme anti-colonial »⁴⁵, de type nationaliste⁴⁶.

L'État, par ailleurs, dispose d'instruments autrement plus souples pour faire face à ce genre de terrorisme que ceux qu'il peut opposer à la violence fomentée par l'extrême-gauche ou l'extrême-droite. Les accommodations politiques sont toujours possibles, soit par le truchement d'une décentralisation accrue, ou encore d'une plus vaste régionalisation des pouvoirs politiques. De plus, le terrorisme à caractère nationaliste, doit, pour pouvoir s'affirmer, bénéficier de la reconnaissance interna-

44. Cf. en ce domaine, Jorge NEF, « Some Thoughts on Contemporary Terrorism: Domestic and International Perspectives », dans John CARSON, *Terrorism in Theory and Practice*, Toronto, the Atlantic Council of Canada, 1978, pp. 3-31.

45. Cf. *Le Monde*, 30 mai 1981, p. 24 (article de Alain Guichard).

46. Ce type de guerre par ailleurs n'est international que sur le plan tactique notamment au niveau de la fourniture d'armes en provenance de l'étranger (Lybie, pays de l'est, États-Unis, etc.).

tionale. Il dépend donc du consensus social à l'intérieur du système international⁴⁷, et, par conséquent, de la perception qu'ont les autres États de la légitimité des causes qu'il poursuit. Cette caractéristique, à elle seule, peut être un facteur d'accélération dans l'amplitude du mouvement terroriste, tout comme elle peut constituer un frein sérieux à son épanouissement ultime.

Au contraire des mouvements nationalistes à caractère séparatiste, ou encore des mouvements de gauche ou d'extrême gauche, le terrorisme de droite se distingue par le primat de l'action sur le discours. Le contenu idéologique de ces mouvements est d'autant plus faible qu'ils ne cherchent pas à convaincre les masses populaires, que certains groupes de gauche considèrent de toute façon, comme aliénées. Est-ce une pure coïncidence si l'on retrouve ces mouvements surtout dans les pays ayant connu dans le passé un régime fasciste⁴⁸ ?

Ces groupes pratiquent la « stratégie de la tension » afin de radicaliser les forces gouvernementales et de favoriser le retour au pouvoir d'un régime autoritaire. Par une série d'actions successives destinées à ridiculiser le pouvoir en place, ou à en démontrer l'impuissance, ils espèrent de la sorte, préparer un terrain favorable à une tentative de coup d'état⁴⁹. Le terrorisme de droite est souvent sinon plus du moins aussi meurtrier que celui de gauche. Deux attentats particulièrement dévastateurs ont été revendiqués par des mouvements de droite: l'attentat à la gare de Bologne en août 1980, et l'attentat à la fête de la bière de Munich en septembre 1980⁵⁰.

Les mouvements de droite constituent en Europe une source d'embarras pour les mouvements en place, alors que dans d'autres régions, comme en Amérique latine par exemple, ils peuvent devenir un allié objectif du pouvoir. La combinaison dans un même pays des mouvements d'extrême-gauche et d'extrême-droite crée cependant des conditions extrêmement défavorables pour un pouvoir établi, en partie parce qu'elle engendre la confusion au sein du public, en partie parce qu'elle tend à démontrer l'inefficacité de l'État à exercer toute forme de contrôle sur les éléments qu'il est censé gouverner, et en partie aussi parce qu'elle force l'État à se rabattre presque exclusivement sur le discours du « Law and Order » pour pouvoir restaurer l'ordre disloqué ou rompu.

Le plus insidieux des mouvements terroristes pour la démocratie est évidemment le terrorisme de gauche⁵¹ qui, au contraire des mouvements nationalistes, vise

47. Encore que dans la pratique, la plupart des gouvernements ne reconnaissent un mouvement *de facto* qu'une fois qu'il a réussi sa révolution.

48. En Italie, en Allemagne et en Espagne pour ne citer que ces trois pays.

49. Projet de coup d'État en Italie en 1974 et tentative de coup d'État en Espagne fin février 1981. Dans certains cas, ces mouvements deviennent des alliés objectifs des mouvements d'extrême-gauche. Le cas de GRAPO en Espagne, apparemment infiltré par l'extrême-droite, rend ainsi extrêmement difficile l'appréciation des objectifs à long terme des mouvements radicaux de gauche et de droite.

50. Ce dernier attentat aurait fait 12 morts et 211 blessés. Quoique revendiqué par la droite, les autorités ouest-allemandes en ont imputé la responsabilité à des mouvements d'extrême-gauche.

51. Encore que le terrorisme de droite, lorsqu'il réussit à implanter un régime fasciste, est tout aussi insidieux, sinon pour la démocratie, du moins pour l'État, si l'on en juge d'après les exemples historiques récents.

directement le coeur de l'État. « Viser le coeur de l'État » deviendra d'ailleurs l'un des principaux leitmotivs des Brigades rouges italiennes. Le terrorisme de gauche emprunte à plusieurs influences idéologiques. On y reconnaît par exemple le principe de « l'avant-garde armée » inspiré du marxisme-léninisme, le principe de la « propagande armée » tiré du « Petit manuel de guérilla » de Carlos Marighella, ou encore la notion de « peuple armé » chère à Mao Tsé Toung. Le thème dominant reste toutefois la lutte contre le capitalisme considéré par Lénine en son temps, comme le stade suprême de l'impérialisme, mais plus modestement désigné aujourd'hui sous le nom de néo-colonialisme (la décolonisation ayant depuis pris fin).

L'idéologie de la gauche reste de tous les discours terroristes celui qui est le plus assuré, le plus étoffé, le mieux articulé. Le terroriste n'a pas à inventer d'ennemi⁵², ils lui sont désignés depuis bientôt un siècle: ce sont les classes dirigeantes, le monopole et les oligopoles capitalistiques, l'État bourgeois, ses institutions et ses corps constituants, ou encore l'impérialisme sous toutes ses formes. Mais au-delà de ce discours politique révolutionnaire il existe une autre idéologie qui vient s'immiscer dans la première: l'idéologie de la violence.

2. L'idéologie de la violence

Cette dernière relève certes de la sociologie, mais elle s'insère dans un contexte psychologique complexe. Il n'est pas dans notre propos de faire ici le tour des théories psychologiques, socio-psychologiques ou structurelles⁵³ qui sont toutes des explications partielles du phénomène de la violence. Le caractère purificateur de la violence, qui correspond sans doute à une forme suprême d'exaltation consommée – par ailleurs fort bien dégagée dans les ouvrages de Frantz Fanon – suffit peut-être à légitimer l'action au niveau de l'individu, ou du moins à le pourvoir d'une motivation qui transcende la cause qu'il défend. Il reste toutefois que le sentiment du don de soi ou du « sacrifice rédempteur » n'a guère l'habitude, dans nos sociétés contemporaines, d'être partagé par beaucoup d'individus.

Il faut donc légitimer la violence au niveau social par une série de justifications qui sont essentiellement normatives. Comme le lecteur pourra le constater à la lecture du schéma dynamique reproduit dans la section qui suit, c'est sur trois thèmes dominants que vient se greffer le discours de la violence. Il y a bien sûr, la violence révolutionnaire, celle qui est inhérente aux idéologies de la gauche, celle qui vise le pouvoir, ou encore la strate impérative du système politique. Mais il y a aussi la violence justicière, celle qui vise les coupables, les oppresseurs du système, les suppôts de l'impérialisme, ou encore dans l'idéologie de droite, les corps constituants mous et corrompus du système. Cette violence est en règle générale, dirigée contre la strate organisationnelle de l'État, c'est-à-dire contre ses corps

52. L'écrivain Siniavski, dans la défense qu'il prépara lors de son procès à Moscou, ne pouvait s'empêcher de conclure: « Au dessus de tout, cependant, je ne comprends pas pourquoi il faut inventer des ennemis. » Cité dans « Marxism, Communism and Western Society », *op. cit.*, vol. VIII, p. 131.

53. Cf. en ce domaine, Charles DAVID, « The Causes of Terrorism: A sociological and Psychological Case Study », *ORAE Project Report No 165* (Ottawa), juillet 1981, 55 p.

constituants⁵⁴, ses agents ou représentants⁵⁵, voire même contre ses agents économiques⁵⁶, cible privilégiée du terrorisme de gauche en Amérique latine.

Cette violence justicière trouve son expression tangible dans les « procès du peuple » ou dans les exécutions sommaires d'otages, suite à une condamnation de par la « volonté du peuple ». Ces formes de procès visent certes à caricaturer le système judiciaire de l'État – le ridicule tue! – mais il vise aussi à légitimer l'établissement d'un système de justice parallèle, symbole vivant de l'affirmation d'un contre-pouvoir politique.

Il y a enfin la violence exemplaire – celle qui tout à la fois terrorise et magnétise les masses. Même si la violence révolutionnaire et justicière a un caractère exemplaire, tout comme la violence exemplaire peut posséder un caractère justicier et révolutionnaire, le terme reste en effet bien choisi de par l'effet de « sanction » qui s'applique à ceux qui « dévient » par rapport à la norme ou à la légitimité nouvelle que l'on cherche à établir⁵⁷.

Il reste toutefois que ces trois dimensions sont intimement liées entre elles, tout comme dans une société politique les éléments de la légitimité suprême (le dieu que représente l'État) et de la gouverne de l'État (les trois strates du système politique identifiées) sont intimement unis en un processus d'interactions constantes qui s'arc-boutent les unes sur les autres. L'actualisation du discours terroriste et le choix des cibles correspondantes tient donc à un ensemble de considérations complexes, dont l'enchevêtrement défie, à chaque instant, les capacités de l'analyse. Quelle que soit la forme de violence utilisée par les groupements terroristes, elle peut viser indifféremment, et selon les circonstances du moment, n'importe quelle strate de la société. C'est la raison pour laquelle dans le tableau II, la ligne qui part des « cibles » sous la catégorie « actualisation du discours » s'arrête au point de convergence entre le « bloc » du système politique et celui du discours de la violence.

C – Les caractéristiques de la répression

Le terrorisme, nous l'avons vu, est un phénomène essentiellement stratégique et politique dont le champ d'application par excellence est la matière sociale constituée par le système politique de l'État. Celui-ci est constamment tiraillé entre les forces du « statu quo » qui s'expriment d'une façon démocratique, et les transformations violentes qui se manifestent à l'intérieur des désordres sociaux, ou encore à travers les formes illégitimes de la violence pratiquées par les groupements terroristes. Le système dans son ensemble alterne, ou peut alterner entre la stabilité et l'anarchie. Au niveau social, toutefois, des processus de rééquilibres socio-économico-politiques sont en constante interaction, la violence ne représentant en règle générale que des phénomènes épisodiques.

54. Notamment le système judiciaire de l'État, comme c'est le cas en Italie.

55. Notamment au niveau des ambassadeurs.

56. Les représentants des multinationales, par exemple.

57. En ce sens, les mass media jouent le rôle d'amplification de la violence exemplaire que les exécutions publiques tendent à remplir, sur une plus faible échelle, dans le monde musulman.

1. *Les thèmes dominants du contre-discours*

L'institutionnalisation de la violence sous une forme endémique, particulièrement lorsqu'elle est pratiquée par les contre-pouvoirs à vocation politique, entraîne cependant le déclenchement automatique de la répression. Le pouvoir politique est un et souverain; il ne souffre pas d'être partagé. L'articulation du contre-discours, c'est-à-dire de la répression, se fera donc autour de trois thèmes dominants⁵⁸. Au niveau de la strate impérative, la légitimité de l'État est constamment réaffirmée. L'État ne peut abdiquer ses responsabilités, L'État ne peut céder, l'État ne peut négocier. Agir autrement ferait, dans le premier cas, déboucher le système sur l'anarchie. Dans le second cas, c'est nécessairement la raison d'État qui doit triompher sur celle de l'individu, quel que soit par ailleurs le contenu de ses revendications. Négocier, enfin, correspondrait à reconnaître un statut politique particulier aux groupements terroristes, et leur conférer, par conséquent, une légitimité qu'ils n'ont pas.

Le deuxième thème le plus fréquemment utilisé, et derrière lequel l'État a toujours tendance à s'abriter, est celui du « Law and Order ». Nul citoyen ne peut être au-dessus de la loi. Celui qui transgresse les lois de la gouverne et qui surtout s'oppose par des moyens illégitimes aux lois et normes démocratiquement établies tombe *ipso facto* sous le coup du code criminel. Comme le peuple, enfin, est *volens* pris à témoin tout à la fois par le pouvoir et le contre-pouvoir, celui-ci devient en quelque sorte l'arbitre social de légitimités qui s'opposent. L'État capitalise, lorsqu'il le peut, sur l'appui populaire dont il dispose pour réclamer la collaboration du public, ce qui peut aller jusqu'à la délation à l'échelle nationale⁵⁹. L'invitation des gouvernements aux populations à conserver leur calme, ou au contraire à manifester leur soutien au pouvoir par des démonstrations publiques, les appels à la modération, les avertissements lancés aux mass média sur le sens de leurs véritables responsabilités, bref, tous ces facteurs constituent autant d'éléments qui confirment la population dans son rôle d'arbitre social, légitimateur ultime de la raison d'État.

2. *L'actualisation des contre-discours*

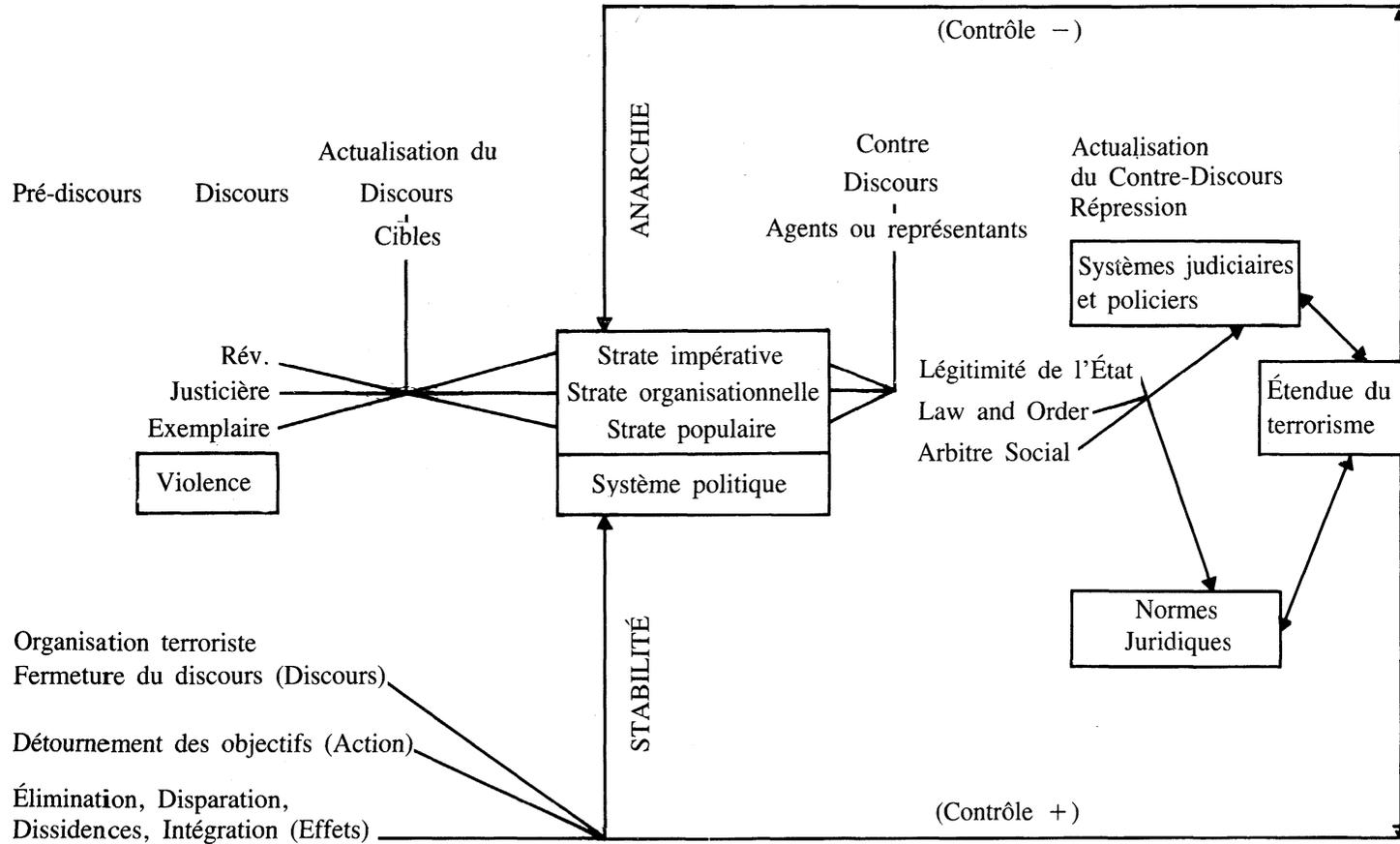
L'actualisation des contre-discours dépend cependant largement dans ses effets des liens qui existent entre le système politique proprement dit, d'une part, le système judiciaire et policier et les normes juridiques qui le sous-tendent, d'autre part. Si nous ajoutons à ces trois éléments le contrôle exercé sur le terrorisme, on peut constater d'après le tableau II, que tous ces éléments sont reliés entre eux dans un processus de circularité complexe⁶⁰.

58. Cf. le tableau II ci-contre reproduit.

59. Technique qui a été utilisée sur une vaste échelle en RFA. Elle avait par ailleurs été antérieurement utilisée avec succès par les mass média pour démasquer des criminels de droit commun.

60. Il s'agit là d'une version simplifiée, modifiée et adaptée de la grille d'analyse appliquée par Ted GURR aux processus de criminalité. Cf. son ouvrage, *Rogues, Rebels and Reformers: A Political History of Urban Crime and Conflicts*, Beverly Hills, California; Sage publications, 1976, plus particulièrement pp. 167-182.

Tableau II:
Schéma dynamique de la violence et de la contre-violence



Ainsi le système politique dans son ensemble peut modifier par des lois, peu importe la strate sociale d'où émanent les pressions visant à modifier les normes en vigueur, le contenu des lois criminelles s'appliquant aux actions terroristes. De nouvelles lois peuvent être votées, de meilleures définitions de ce que constitue une action terroriste peuvent être proposées, tout comme peut être élargie la liste des délits politiques passibles de sanctions criminelles.

L'élargissement des lois peut cependant amener une augmentation de l'étendue du terrorisme⁶¹, tout simplement parce que des délits qui relevaient naguère du code civil tombent désormais dans le domaine de la criminalité. Inversement une libéralisation des lois (que l'on pense aux lois sur l'avortement ou encore celles relatives à l'usage des stupéfiants) peut amener une baisse dans la fréquence notée des actes criminels, tout simplement parce que ce qui hier tombait sous le coup du code criminel n'en fait plus partie aujourd'hui.

Le contrôle du terrorisme dépend aussi, en partie, de la qualité et de l'efficacité des institutions judiciaires et policières. Plus elles seront efficaces, plus leur pouvoir de dissuasion sera grand, et moins nombreux seront, selon toute probabilité, les actes terroristes. En revanche, la probabilité des actes terroristes augmentera, évidemment si la situation stratégique s'y prête ou si le jeu en vaut la chandelle, dans la mesure où la qualité des systèmes judiciaires et policiers sera faible ou inexistante. Des institutions judiciaires ou policières corrompues sont par ailleurs des institutions à moitié paralysées, dont l'épuration au préalable est nécessaire si l'État entend restaurer sa crédibilité et, en dernière analyse, sa légitimité.

D — La dynamique du cycle de la violence

Tout comme l'indique le titre du tableau II, le cycle de la violence et de la contre-violence peut être illustré sous forme de schéma dynamique, selon la représentation classique des modèles d'analyse « stimulus-réponse ». La partie gauche du tableau traduirait ainsi le « stimulus » que procure à l'intérieur du système politique l'injection du discours terroriste et l'actualisation qui s'ensuit, tandis que la partie droite qualifie la « réponse » du système politique au « stimulus » externe qu'il reçoit.

Nous avons cependant ajouté à la partie gauche du tableau une étape préliminaire dans le cycle de la violence que nous pourrions qualifier de « pré-révolutionnaire », ou encore de « pré-discours ». Pour beaucoup d'auteurs, l'apparition du terrorisme en Europe est lié aux mouvements contestataires de mai 1968, ou encore aux désordres étudiants qui ont à la fin des années 60 ou au début des années 70 parsemé les scènes politiques des divers pays d'Europe.

Dans la phase du « pré-discours », la parole est à l'imagination. Véritable courroie du savoir et des connaissances accumulées, l'université perd son caractère « sacralisé ». Ses diplômes et l'enseignement sont remis en cause, la contestation

61. Notre seule préoccupation se situe ici au niveau statistique, c'est-à-dire au niveau de la fréquence d'occurrence.

s'installe, l'autorité fait place à l'anarchie, à l'auto-didactisme et à l'enseignement libre. À tous ces thèmes de nature « corporatiste » viennent s'ajouter les mythes traditionnels de la gauche qui débouchent, selon la conjoncture du moment, sur un début de structuration du discours révolutionnaire.

Divers mouvements tendent par ailleurs à faire leur apparition dans d'autres groupes de la société, notamment au sein des syndicats, des usines, ou des ouvriers d'un secteur défavorisé de l'économie. Dans l'ensemble, toutefois, on assiste à l'éclosion d'autant de « chapelles closes » qu'il y a de groupes en contestation au sein de la société. Même si chaque groupe peut chacun disposer de sa propre stratégie d'action (manifestation, désordres publics, débrayages, grèves sauvages, etc.), il s'agit dans l'ensemble de la période des « cent fleurs » où les intrigues de l'esprit triomphent sur l'action politique proprement dite. C'est toujours par ailleurs dans des périodes de contestation, ou dans le brouhaha des idéologies qui s'entrechoquent que l'intelligentsia découvre le printemps de ses idées qui deviendront demain, peut-être, de nouveaux mythes.

Si nous ne nous sommes pas attardés davantage sur l'étape du pré-discours dans notre analyse, c'est en partie parce que la situation varie d'un pays à un autre, mais aussi parce qu'elle est différente sans doute d'un continent à l'autre. De plus, pour certains groupes d'extrême droite où l'action se doit de primer sur le discours, ni cette phase, ni souvent celle du discours proprement dite, ne sont au préalable nécessaires au déclenchement de la violence terroriste. Le seul examen que nous ferons de la phase du pré-discours est donc réservé à l'étude de cas sur l'Italie.

Dans la partie droite du tableau II, nous avons également fait figurer la rétroaction (feedback) des effets engendrés par le système sur les organisations terroristes. Ainsi, la répression peut être soit de nature positive, c'est-à-dire qu'elle réussit, ou de nature négative, ce qui fait déboucher sur l'anarchie l'ensemble du système politique. En cas d'échec de la répression, c'est évidemment la structure même du système politique qui se désagrège, ce qui peut amener à long terme un coup d'État, l'intervention de l'armée dans l'État, ou tout simplement une révolution, ou éventuellement conduire à une intervention armée de l'extérieur.

Le contrôle positif de l'État sur l'étendue des mouvements terroristes s'exerce toutefois à des niveaux différents. Des corps d'élite (brigades anti-terroristes, troupes d'élite, services spéciaux, etc.) viennent souvent prêter main forte aux institutions policières et judiciaires et renforcer, par conséquent, par effet de dissuasion, le caractère social préventif de ces institutions. Leur efficacité souvent conjuguée à l'extension des normes juridiques contribue à « marginaliser » davantage les groupements terroristes, ce qui a pour effet, auprès de la population, d'accroître le caractère « criminel » de leurs actions. Ce processus de « criminalisation » des groupements terroristes engendre de l'intérieur un contre-contre-discours.

Les groupements ou cellules terroristes ont tendance à se militariser davantage, à développer des règles d'honneur et de conduite propres aux sociétés closes, à mettre de l'avant de nouveaux mythes (le mythe de la camaraderie virile, le mythe du P-38 en Italie par exemple où le terroriste en vient à s'identifier à son arme), ou à entretenir la violence gratuite, c'est-à-dire la violence pour la violence, ce qui ne fait qu'accélérer davantage le processus de « criminalisation » dont ils sont l'objet.

Au niveau de l'action, les attentats n'ont plus souvent qu'un simple caractère revendicateur, visant à exercer des pressions auprès de l'État pour obtenir la libération de camarades en prison. On assiste ainsi à une fermeture du discours qui s'éloigne de plus en plus des objectifs politiques dont les terroristes s'étaient réclamés au départ. Cette coupure marque le dépérissement des raisons sociales de la lutte armée, de ses racines, de sa « légitimité » politique.

Des dissidences se font jour, des groupements disparaissent, d'autres continuent de vivre dans la clandestinité, certains réapparaissent, mais sous une forme différente, tandis que dans certains cas, le pardon politique (exemplaire)! permet à certains leur réintégration au sein de la société. La boucle étant ainsi bouclée, nous sommes désormais en mesure d'ouvrir le dossier des « Brigades Rouges ».

IV – ÉTUDE DE CAS SUR L'ITALIE: LES BRIGADES ROUGES

Trois facteurs sont essentiels à la compréhension de la vie politique italienne. Ce sont la fragilité de ses institutions politiques, la fragilité de sa cohésion sociale, et l'existence d'une tradition historique de la violence.

Pays marqué par l'idéologie et la religion, plusieurs éléments interviennent dans l'idéologie dominante de la vie politique italienne. Les principaux sont l'Église dont le poids historique n'est plus à démontrer et qui joue en faveur des valeurs traditionnelles; le retour à la démocratie qui ramène l'Italie dans le fourgon des vainqueurs⁶²; et la guerre froide qui jette la suspicion sur le Parti communiste italien (P.C.I.). Catholicisme, anti-communisme et démocratie, voilà les trois thèmes dont la démocratie chrétienne (D.C.) deviendra l'héritière après le rejet du P.C.I. de la coalition gouvernementale en 1947.

Comme le souligne Percy Allum, la D.C. devient non seulement le parti du gouvernement, mais encore le « parti gouvernement »⁶³. Car, bien que n'ayant jamais eu la majorité absolue électoralement, la D.C. occupe une place prépondérante dans l'échiquier politique. Elle rallie une bonne partie de toutes les couches de la population, surtout les classes moyennes, en plus de se prévaloir du soutien de la grande organisation patronale, la « Confindustria ».

La gauche et surtout le P.C.I. se sont retrouvés, dans ces conditions, en porte-à-faux. Car comment peut-on tout à la fois se réclamer des principes du « marxisme-léninisme » et oeuvrer en même temps à l'intérieur d'une structure parlementaire démocratique, sans être accusé, selon les termes mêmes de Togliatti⁶⁴, de

62. *Le Monde Diplomatique*, avril 1978. Et selon Giorgio GALLI (*Le Monde Diplomatique*, juillet 1980, p. 7.), la D.C., d'après le P.C.I. détiendrait avec 40 % des voix, 80 % du pouvoir dans les systèmes bancaires, les entreprises publiques, administratives, et les moyens de communication.

63. Pour certains, il y aurait un lien entre les pays vaincus de 1945 (Allemagne, Italie, Japon) et le terrorisme, soit parce que la démocratie leur aurait été imposée de l'extérieur, ou soit encore parce que ces pays s'accommoderaient mal des déceptions engendrées par l'un ou l'autre des systèmes politiques (démocratie et fascisme). Cf. Severino PERLINI *et al.*, « L'Italie changée », *Change*, no 39, mars 1980, p. 172.

64. Leader du P.C.I. jusqu'en 1964, remplacé par L. Longo jusqu'en 1972, puis par Enrico Berlinguer.

« doppiezza », c'est-à-dire de « duplicité »? En réalité, depuis la fameuse « svolta di Salerno » de 1944 (la voix italienne au socialisme), le P.C.I. s'engage résolument dans la voie parlementaire, en dépit de son discours tout à la fois communiste et national⁶⁵, pour finalement se maintenir dans un réformisme prudent⁶⁶, ce qui, bien sûr, a servi les intérêts de la D.C. sur le plan politique, tandis que la gauche s'est retrouvée minorisée et les syndicats désunis.

Jusqu'à la fin des années 1960, le discours révolutionnaire, symbolisé par l'idéologie marxiste-léniniste, est essentiellement canalisé par le P.C.I. Durant la même période, l'Italie bénéficie des avantages du « miracle économique » réussi en grande partie grâce à la pratique d'une politique des bas salaires, ce qui accentue davantage les disparités économiques entre le nord et le sud. À partir de la fin des années 1960, la conjoncture du « miracle économique » s'estompe. Dans le sud, les pôles de développement qui ont été créés surtout par des subventions de l'État (Cassa del Mezzogiorno) ne peuvent plus produire les effets d'entraînement escomptés. La « locomotive » du nord s'essouffle, la capacité d'absorption des travailleurs du sud diminue, tandis que ceux qui refluent vers le sud viennent grossir la masse de ceux qui deviennent des « marginaux ».

Ces quelques éléments sont importants pour comprendre la situation actuelle en Italie, car le blocage du système politique découle de ce « bipartisme imparfait » ce qui interdit à l'opposition de jouer un autre rôle que celui d'opposition. La société italienne maintient sa cohésion grâce à la force de l'anticommunisme et du catholicisme, mais les disparités régionales et les fortes inégalités sociales restent masquées par une économie néanmoins en expansion. La D.C. d'autre part, grâce à sa situation de parti au pouvoir depuis plus de 30 ans, se présente non pas comme un parti traditionnel mais plutôt comme une structure de pouvoir avec des ramifications dans tous les centres de décision du pays.

Aussi, l'usure du pouvoir, les scandales, les compromissions, cessent peu à peu d'en faire le « symbole de la démocratie » en même temps que s'effritent les valeurs qui avaient contribué à son maintien au pouvoir: l'anticommunisme diminue au fur et à mesure que la coexistence pacifique remplace la guerre froide, et l'Église catholique se montre impuissante à enrayer la crise des valeurs morales et religieuses.

Du côté de la gauche, les vieux thèmes marxistes-léninistes, enracinés dans les esprits suite aux années de propagande idéologique du P.C.I., sont bien vivants, mais ils cessent d'être la propriété exclusive du P.C.I. pour être récupérés par des groupes d'extrême-gauche. Ainsi, à droite comme à gauche, le champ idéologique cesse d'être la propriété des corps constitués. Le discours déborde le cadre politico-social des institutions, phénomène d'autant plus redoutable lorsque d'une part ces

65. Par rapport à la vieille querelle religieuse qui a opposé les « ultramontains » aux « gallicans », il est clair que le P.C.F. (parti communiste français) a suivi la ligne dure orthodoxe pro-soviétique, tandis que le P.C.I. s'est souvent distancé de Moscou, en plus de faire passer les intérêts nationaux italiens avant ceux qui pouvaient être réclamés au nom de la solidarité communiste.

66. Une étude montre qu'entre 1948 et 1968, le P.C.I. a approuvé les trois quarts de la législation votée. Voir PACAULT-BOUJU, *Le Monde Contemporain*, Paris, Armand Colin, 1974, p. 286.

institutions sont faibles et qu'il existe d'autre part une tradition historique qui a souvent fait déboucher les contestations sociales sur la violence.

Le sociologue Sabino Acquaviva considère que le « banditisme » au 19^{ème} siècle revêtait déjà une forme d'opposition à l'État. Pour lui c'est « la forme la plus primitive de protestation sociale⁶⁷, et il ajoute: « Comment devient-on « bandit », c'est-à-dire un criminel et un criminel politique, aujourd'hui? En commettant un acte qui n'est pas considéré comme criminel aux yeux de la conscience populaire et du milieu auquel on appartient, mais qui l'est aux yeux de la loi... L'Italie est un pays où le passage de l'illégalité à la violence et à la guérilla est une tradition historique »⁶⁸.

Que dire enfin de la similitude de procédés entre les terroristes et la Maffia. Les blessures aux jambes (*gambizzazzini*) sont une réplique de la maffia rurale tirant dans les pattes du bétail. Même morale parallèle, même code d'honneur, même loi du silence (« l'omerta »).

Dans le cycle de la violence terroriste qui s'abattra sur l'Italie, nous nous attarderons essentiellement sur les différentes phases du « terrorisme rouge ». Nous savons l'importance que la gauche attache au départ à l'idée de souveraineté populaire. Celle-ci implique la nécessité d'un consensus et une justification de la violence. Pour le terrorisme de droite, ou « terrorisme noir » en référence au fascisme, ce consensus est sans objet puisqu'il ne croit pas aux principes démocratiques, et le discours idéologique est inutile puisque le fascisme prône le primat de l'action sur l'idée. C'est ce qui explique que la crise de 1968/1969 débouchera directement sur le terrorisme de droite entre 1969 et 1974, alors que le terrorisme de gauche passe par une phase de justification de la violence durant cette même période. Après 1974, les deux terrorismes cohabitent dans l'action violente, se rejoignant dans le primat de l'action sur l'idée et dans certains éléments de leur organisation, au point de justifier pour plusieurs, et en particulier pour le P.C.I., l'idée d'une centrale-terroriste unique dont seule, la stratégie aurait changé à partir de 1975. Nous reviendrons plus loin sur cette hypothèse.

A — Le Pré-discours

Il se développe avec le mouvement étudiant de 1968. C'est en effet à l'Université que s'expriment le plus les tensions idéologiques de la société, le poids de l'Église vis-à-vis de l'élite laïque, la sclérose des structures face à la montée de la clientèle étudiante. Elle va donc canaliser les revendications et les traduire en son propre discours. Ainsi l'Université passe « du rôle du véhicule d'idées au rôle de producteur d'idées »⁶⁹.

67. Sabino, S. *ACQUAVIVA Guerriglia e guerra rivoluzionaria in Italia*, Milan, Rizzoli, 1979, p. 24.

68. *Idem.* p. 24. Cela rejoint le témoignage d'un terrorisme de Prima Linea interviewé par « Libération », oct. 80, et qui déclare: « Mon premier petit attentat, je l'ai fait comme beaucoup à 14 ans avec un cocktail ».

69. Janine KRIEBER, « Le discours d'opposition minoritaire: contribution à l'étude du terrorisme en Allemagne fédérale », *Thèse de maîtrise*, Université Laval, septembre 1979.

Au départ les revendications étudiantes sont de type « corporatiste »: remise en cause des diplômes, de l'autorité, de la sélection, de la qualité de l'enseignement, puis elles débouchent rapidement sur une remise en cause de l'ensemble du système.

On trouve deux sortes de thèmes dans ce discours: décentralisation de l'autorité et contestation de l'ordre établi. Pour Janine Kriber ils sont à la base du discours terroriste car ces thèmes « symbolisent les forces du mal, face à l'Université, lieu de connaissance qui amène à la vérité suprême: force du bien⁷⁰ ». On y retrouve en effet l'anti-autoritarisme et le refus de la société en place, ainsi que le manichéisme des discours terroristes ultérieurs.

Mais ce discours débouche aussi sur une contestation plus morale, sur un désir de « changer la vie » qui touche l'ensemble des individus sur le plan personnel. En effet, autant la gauche traditionnelle considère que les changements de types individuels ne sont pas une priorité, et sont subordonnés aux changements plus globaux, autant pour la nouvelle gauche les changements individuels vont de pair avec les autres. « La vie privée est politique » sera un des thèmes des mouvements qui se constituent (féministes, homosexuels venant rejoindre cette contestation). C'est le début de ce qu'on appelle le « Movimento », dont les bases sociales sont très variées, mais qui idéologiquement s'identifie à l'extrême-gauche par un langage commun, une culture commune, grâce à des collectifs de théâtres, de cinémas, de journaux, de radios.

Cependant, à côté de ces thèmes qui vont dans toutes les directions, il en existe d'autres qui sont repris de la gauche traditionnelle, dont sortent la plupart des meneurs de mouvement.

- Le mythe de la gauche: symbole de la lutte pour la justice et l'égalité et qui s'oppose au pouvoir autoritaire et corrompu.
- Le mythe de la révolution et du révolutionnaire: la révolution amènera une société idéale, le révolutionnaire est par essence bon et généreux et il vaincra les forces du mal.
- Le mythe du Tiers-Monde: symbole de la souffrance dû à l'État capitaliste occidental, incarnation du mal.

Ces trois mythes constituent les véritables embryons de la violence en Italie. La lutte contre le pouvoir autoritaire et corrompu, permet une identification facile avec la D.C. Le mythe de la révolution et du révolutionnaire est le symbole de cette nouvelle société qui remplacera celle qui se désagrège rapidement. L'éclatement des valeurs religieuses chez un peuple qui reste profondément « religieux » nécessite de trouver une nouvelle fin à l'existence et on assiste à un transfert de l'absolu religieux à l'absolu révolutionnaire. Ce phénomène peut se rapprocher de l'Amérique latine où un prêtre guerillero comme Camillo Torrès⁷¹ déclarait en 1965: « Le devoir de tout chrétien est de devenir un révolutionnaire; le devoir de tout

70. *Ibid.*, p. 53.

71. Camillo TORRÈS – Message aux Chrétiens, in *Fruente unido*, 26 août 1965, in S. ACQUAVIVA, *op. cit.*, p. 58.

révolutionnaire est de faire la révolution ». Le mythe du Tiers-Monde enfin, c'est en Italie du Sud qu'il trouve sa plus belle illustration alors que l'on trouve dans cette région toutes les caractéristiques du pré-développement, le Sud « colonisé » par le Nord.

Tous ces grands thèmes vont concourir à dénoncer le mal suprême du système capitaliste, dénoncé par Lénine: l'impérialisme. C'est essentiellement cette lutte contre l'impérialisme qui va servir à la radicalisation de l'extrême-gauche. Quelles sont les conséquences de cette crise, de cette période de « l'apprentissage de la parole » ?⁷²

Celle qui est sans doute la plus lourde de conséquence est la scission qui intervient entre le P.C.I. et les membres les plus à gauche du « Manifesto ». Des organisations comme « Lotta Continua » et « Potere Operaio » (Pouvoir ouvrier) veulent reprendre le flambeau révolutionnaire « abandonné » par le P.C.I. et vont se lancer dans le mouvement ouvrier mettant à profit la sclérose de l'appareil syndical et les querelles entre centrales ouvrières⁷³. La période de renouvellement des conventions collectives à l'automne 1969 donne lieu à une agitation plus globale, gagnant les ateliers, les usines, la rue: c'est « l'automne chaud ». Les organisations syndicales sentant le danger de la perte de contrôle du mouvement vont réussir à récupérer les avantages de cette agitation grâce à une action unitaire et au soutien du P.C.I. Cette période débouchera sur un rattrapage des salaires et marquera la fin de la mobilité de main-d'oeuvre, comme celle du contrôle patronal dans les organisations ouvrières. De son côté, le gouvernement préférera lâcher du lest face à cette agitation qui marque le retour des syndicats comme force politique et l'échec des mouvements d'extrême-gauche à contrôler le mouvement ouvrier à des fins révolutionnaires. C'est aussi le début d'un écart qui se creuse entre les ouvriers syndiqués, bénéficiaires de ces conquêtes, et les non-syndiqués « marginaux » à leur tour, au sein de la classe ouvrière.

Face au malaise universitaire le gouvernement désamorce la crise par des solutions partielles: instauration d'une multitude de comités, de conseils de quartiers, d'organismes de consultations qui resteront totalement inefficaces face à la machine d'État. Il vote également une loi abolissant la sélection pour entrer à l'Université (loi du 11 déc. 1969), et qui ne tenait pas compte des conséquences et des nouveaux problèmes qu'elle entraînait. Or, depuis cinq ans déjà, les écoles secondaires étaient surchargées, ce qui entraîne dès 1970 le transfert du problème au niveau universitaire: trois fois plus d'étudiants universitaires dès 1970, alors que le monde du travail ne peut les absorber⁷⁴. Là aussi c'est la marginalisation d'une couche importante de la population jeune. Ainsi la démocratisation de l'enseignement, d'où sont absentes les réformes en profondeur, accentue tous les problèmes qui avaient suscité la crise en 1969: dévalorisation des diplômes et augmentation de la discrimination.

72. Janine KRIEBER, *op. cit.*

73. Trois principales centrales: CGIL: communiste; CISL: D. chrétienne; UIL: social démocrate (scission en 1948).

74. Ainsi en 1972 sur 1,200,000 chômeurs âgés de moins de 25 ans, le tiers sont diplômés.

La crise de 1968 donnera ainsi naissance à deux tendances. D'une part ce qu'il convient d'appeler le « Movimento de l'Autonomia », contestation non violente où se poursuit le « discours gratuit »⁷⁵, d'autre part celle qui débouche sur l'action directe, et qui devient le point de départ du terrorisme.

Dès 1970, deux formations se constituent: les G.A.P. (groupe d'actions partisans)⁷⁶ fondés par l'éditeur milliardaire Giangiacomo Feltrinelli, et les Brigades Rouges (B.R.) dont les membres sont issus des mouvements d'extrême-gauche, ajoutant à la lutte anti-fasciste une dimension de révolution mondiale.

B — Le discours terroriste

Nous possédons une assez bonne documentation sur l'idéologie et les objectifs déclarés de ce groupe qui a publié plusieurs brochures et interviews⁷⁷. L'une des plus récentes est celle publiée en janvier 1981 par l'*Espresso* lors de l'enlèvement du juge d'Urso, et qui intervenait après plusieurs années de silence en dehors des révélations des repentis.

1. Les thèmes idéologiques

On retrouve dans ce discours trois influences idéologiques:

a — L'influence européenne: outre l'analyse traditionnelle de la lutte des classes et le principe de « l'avant-garde armée » (Lénine n'écrivait-il pas: « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons »⁷⁸. Notons l'influence de Georges Sorel⁷⁹ qui valorise l'action directe, le fait « exemplaire », l'affrontement violent face à la logique des institutions, à leur dynamique et aux compromis qu'elles rendent inévitables.

b — L'influence de la guérilla latino-américaine: devant la complexité du débat idéologique, le « parti armé » va préférer les principes de guérilla de type sud-américain. Particulièrement éloquent à cet égard est le « Petit manuel de guérilla urbaine » de Carlos Marighella⁸⁰, qui ne s'embarrasse pas de justifications complexes. C'est « l'archétype du discours guerrier révolutionnaire, doctrinaire et générateur de mythe »⁸¹.

75. Le discours gratuit ou l'imagination à la parole. Il s'agit d'un discours qui ne débouche pas sur l'action directe, mais se déroule plutôt en vase clos.

76. Basés sur l'idéologie de la résistance anti-fasciste et fortement influencés par le tiersmondisme et l'action de Che Guevara.

77. Résolutions de la direction stratégique: avril 1975, novembre 1977 et février 1978.
Interviews: septembre 1971, janvier 1973, mai 1974, janvier 1981.

78. Lénine — *Que faire?* p. 135.

79. Georges SOREL, *Réflexions sur la violence*, Paris, Rivière, 1972, 394 p.

80. Carlos MARIGHELLA, « Petit manuel de guérilla urbaine » in S. ACQUAVIVA, *op. cit.*, p. 122.

81. Janine KRIEBER — *op. cit.*

On y trouve le principe de « la propagande armée » qu'il définit comme « l'ensemble des actions de la guérilla urbaine et de toutes les actions à main armée ». Il poursuit: « ces actions ont un but bien précis, elles se transforment inévitablement en moyen de propagande grâce à la publicité que leur donnent les moyens de communications de masse. En font partie les attaques de banques, les embuscades, les désertions et vol d'armes, la libération de prisonniers, les exécutions, les séquestrations, les sabotages, le terrorisme et la guerre des nerfs »⁸².

On retrouve ce principe de la propagande armée dans deux journaux clandestins italiens: « Jamais plus sans fusil » (printemps 76) et « Je veux tout » (mars-avril 1976). On y soutient que « la lutte armée est le nouveau travail des masses populaires, qu'il n'existe pas un terrain légal et un autre illégal mais qu'il existe seulement un espace à conquérir par la lutte »⁸³.

c – L'influence maoïste: les citations empruntées à Mao-Tsé-Toung reviennent fréquemment, en particulier le principe de la Grande Armée du peuple.

2. Les thèmes dominants du discours

Les thèmes dominants du discours reprennent les principaux postulats de la *lutte anti-impérialiste*, thèmes que Robert Solé⁸⁴ a fort bien isolés et que nous reprenons ici. Les pays capitalistes traversent une grave crise économique entraînant une diminution des profits. Pour en sortir ces pays sont ainsi amenés⁸⁵:

- « à modifier et adapter les systèmes de domination », c'est-à-dire à diminuer le nombre de salariés au profit d'un « volant de réserve » sans travail fixe qui vient grossir la masse des marginaux qui consomment sans être payés.
- « à élargir leur base productive » à l'aide de multinationales, ce qui amène des tensions avec le bloc de l'est (social-impérialisme) d'où la nécessité de maintenir une situation interne calme, « normalisée ».
- L'impérialisme coordonne une « restructuration générale ». Chaque État national se transforme en « État impérialiste des multinationales ». Il devient la courroie de transmission des intérêts de l'impérialisme... Il organise la « contre-révolution préventive » pour démolir toute velléité révolutionnaire.
- La D.C. représente depuis 1965 « les intérêts tactiques et stratégiques de l'impérialisme américain ». Le programme de la D.C., visiblement « trop

82. On retrouve le principe de « l'avant-garde armée directement tiré de Mao Tsé Toung: « L'armée Rouge ne se bat pas pour se battre mais uniquement pour faire la propagande parmi les masses, pour organiser les masses, pour aider les masses dans l'établissement d'un pouvoir politique ». Cité dans Sabino ACQUAVIVA, *op. cit.*, p. 122.

83. *Le principe du peuple armé*, phase ultime de la lutte: « Si nous n'avons que les forces de l'Armée Rouge sans le peuple armé, et les petites unités de partisans, nous ne sommes rien qu'un guerrier privé d'une main ». Sabino ACQUAVIVA, *ibid.*.

84. Robert SOLÉ, *Le défi terroriste – leçons italiennes à l'usage de l'Europe*, Paris, Seuil, 1979, 280 p.

85. Les expressions qui suivent entre guillemets sont tirées de documents des *Brigades Rouges*.

antiprolétaire » l'oblige à recourir à un stratagème: l'accord avec les « berlingueriens » (E. Berlinguer, chef du P.C.I.). Ces « révisionnistes », qui ne méritent pas le nom de communistes, ont une tâche secondaire mais fondamentale: mettre au pas la classe ouvrière. Les « partis réformistes de tradition ouvrière » qui étaient des instruments pour la paix sociale, se transforment en instruments pour la guerre civile. Ils deviennent donc avec les syndicats « d'infâmes complices de l'impérialisme ».

- Le régime actuel n'est ni fasciste, ni social-démocrate. Il combine le réformisme et la répression. Réformiste en période d'expansion économique, répressif aujourd'hui avec la crise. Il est dénoncé comme la « filiale de la plus grande multinationale du crime que l'humanité ait jamais connue ». Il s'agit donc de l'obliger à révéler son vrai visage.

Cette analyse amène les B.R. à considérer que les conditions sont extrêmement favorables pour engager une guerre des classes: « La stratégie insurrectionnelle de type troisième Internationale est du domaine du passé; désormais c'est une guerre des classes de longue durée, qui commence »⁸⁶.

Les B.R. se définissent non pas comme « le Parti communiste combattant, mais (comme) une avant-garde armée qui travaille à l'intérieur du prolétariat métropolitain, pour sa construction »⁸⁷. Leur but est de « transformer le processus de guerre civile larvée, encore dispersée, et désorganisée, en une offensive générale, dirigée par un objectif unique », ce qui demande « de développer et unifier le mouvement de résistance prolétaire pour construire le Parti Communiste Combattant »⁸⁸. Ce discours qui s'élabore entre 1970 et 1978 pour l'essentiel, a donc pour but de légitimer la violence qui l'accompagne sur le plan des actes.

C — Actualisation du discours par l'action

La stratégie des B.R. va suivre une logique conforme à son discours, qui jusqu'en 1978⁸⁹ lui permettra de bénéficier d'une certaine sympathie auprès des couches populaires.

L'action justicière est soulignée par le vocabulaire. Les hold-up deviennent des « expropriations prolétaires », les vols avec effraction sont des « perquisitions », les enlèvements sont des « prélèvements ». Ceux-ci s'accompagnent la plupart du temps d'une demande de rançon (on vole les riches sinon pour donner aux pauvres, du moins pour alimenter les caisses de la révolution), procédés largement répandus déjà par la Maffia et les droits communs, et dont les objectifs plus « nobles » heurtent moins la conscience populaire.

86. Brigades Rouges: Résolutions stratégiques, février 1978, p. 8, in S. ACQUAVIVA, *op. cit.*, p. 82.

87. *Ibid.*

88. *Ibid.*

89. Jusqu'à l'enlèvement d'Aldo Moro.

La violence justicière se révèle également dans les procès de la « prison du peuple », justice parallèle qui se veut tout à la fois caricature de la justice d'État, et affirmation d'un contre-pouvoir aussi légitime que l'autre.

De 1970 à 1978, le choix des cibles va évoluer dans le temps. On peut distinguer trois périodes principales: 1970-1973, 1974-1976, et 1977-1978. Une quatrième période 1979-1980 marquera la phase du contre-contre discours.

De 1970 à 1973, les deux cibles principales sont la grande industrie et le monde politique, tant au niveau des structures que des hommes. Dans les usines, l'objectif visé, c'est d'interdire tout consensus social (par les grèves sauvages, la chasse aux contremaîtres, aux « petits chefs »). Durant cette période les B.R. sont fortement implantées dans les usines (Fiat à Turin, Société Siemens à Milan etc.), et auprès des O.S. (ouvriers spécialisés) qui sont la base de leur mouvement. Dans le monde politique, ce sont surtout les membres et responsables du M.S.I. (Mouvement Social italien: néo fasciste) qui sont visés. C'est la grande période du terrorisme de droite qui a pour but de renforcer le pouvoir exécutif et d'accélérer le processus vers l'État policier (stratégie de la tension) dont seuls les militants d'extrême-gauche font les frais⁹⁰.

On observe à partir de l'année 1974 un durcissement très net. Aux deux cibles précédentes s'ajoutent les magistrats, les forces de l'ordre, le personnel des prisons. On passe des actions rapides et dispersées, à des actions prolongées (enlèvements) qui marquent le début des assassinats sélectifs. L'objectif est, bien sûr, de « montrer au mouvement révolutionnaire le niveau atteint par la guérilla ».

Dans le monde politique, ce sont encore les néo-fascistes qui sont la cible principale: deux militants sont « exécutés » en 1974. C'est la première fois, bien qu'il semble que ce fut un accident. Au sein du monde judiciaire, l'enlèvement du juge Sozzi, abhorré par l'extrême-gauche en général, marque pour les B.R. le début de leur notoriété. Celui-ci sera prisonnier trente-cinq jours et subira un « procès » qui le condamne à mort. Il sera finalement relâché après qu'un tribunal aura accepté la demande des terroristes de libérer neuf prisonniers. En fait, le procureur général Francesco Coco suspendra cette décision.

La cible du monde pénitentiaire, l'une des plus lourdes de conséquence, va donner au discours une nouvelle orientation. Avec le début de la lutte armée, le système répressif se met naturellement en marche. La prison est le lieu qui doit préserver l'ordre établi en isolant les individus qui peuvent lui nuire. La prison devient donc une partie vitale du système à détruire au fur et à mesure que les terroristes sont emprisonnés⁹¹.

90. Après l'attentat de la Piazza Fontana à Milan le 12 décembre 1969, ce sont les mouvements d'extrême-gauche qui sont accusés. Douze ans plus tard, le procès en 2^{ème} instance se termine par un non-lieu pour insuffisance de preuve pour deux comparses néofascistes dont un ex-agent du S.I.D. (Service secret italien). Cf. *Le Monde*, 22/23 février 1981.

91. Les deux chefs historiques des B.R.: Renato Curcio et Alberto Franceschini sont arrêtés le 8 septembre 1974 à Milan. Curcio après une évasion spectaculaire sera repris à nouveau en janvier 1976, ainsi que quelques mois plus tard le nouveau chef des B.R., Giorgio Semeria.

C'est également des prisons que naît un autre mouvement terroriste, les N.A.P. (Noyaux Armés Prolétaires), qui utilise le même type d'actions que les B.R. Ils se veulent « le bras armé des détenus » et conclurent un accord stratégique avec les B.R. puisqu'ils ont un discours très voisin: « la lutte armée est une étape principale dans la croissance de l'autonomie prolétarienne ».

Ils se font les porte-paroles d'un discours interne, celui des prisons: « Les prétendus délinquants sont avant tout des prolétaires violentés par le chômage, l'ignorance, l'exploitation, la faim, la misère, la culture, l'organisation sociale, la culture bourgeoise. Et c'est à cette violence que les N.A.P. opposent leur organisation révolutionnaire... »⁹².

L'action des N.A.P. ne se poursuit pas au-delà de 1976 car contrairement aux B.R., ils refusent une organisation et une clandestinité stricte, et leurs structures hétérogènes rend le noyautage plus facile pour les forces policières. Le reste du mouvement fusionne avec les B.R.

L'année 1976, malgré de lourdes pertes pour les mouvements des B.R. et des N.A.P. ne marque pas pour autant la fin du terrorisme⁹³. C'est effectivement à cette époque que naît une nouvelle organisation « Prima Linea », issue de l'union de plusieurs groupuscules, se réclamant elle aussi de la lutte armée, mais refusant l'organisation rigide et clandestine des B.R., auxquelles elle reproche d'être coupées de leur base. En fait, l'exécution du procureur général Francesco Coco, à 12 jours des élections législatives, le 8 juin 1976, marque le retour brutal et spectaculaire des actions terroristes des B.R., qui affirment ainsi leur volonté d'influencer directement l'équipier politique⁹⁴.

En 1977-1978, l'entrée directe dans le jeu politique se confirme dans la résolution stratégique de novembre 1977⁹⁵. La nouvelle cible, c'est la démocratie chrétienne. L'objectif est clair: « Il faut repérer et frapper les hommes et les structures qui constituent le pouvoir démo-chrétien à tous les niveaux ». « C'est toute la D.C. qu'il faut détruire, y compris ses appendices périphériques ».

Quant aux actions, elles sont guidées par un seul critère: l'efficacité. Il n'y a pas d'actions nobles et d'autres qui ne le seraient pas. Les seules actions valables sont celles qui « entament le projet impérialiste et organisent stratégiquement le prolétariat ». Ce durcissement est confirmé par le document de février 1978 dans lequel on peut lire entre autre qu'il faut: « passer des actions démonstratives aux

92. Message lu sur les ondes nationales lors de l'enlèvement du juge Giuseppe Di Gennaro en mai 1975.

93. Comme l'avait dit Renato CURCIO: « Nous sommes nombreux, beaucoup plus, que vous ne l'imaginez: de toute extraction, de toute position sociale ».

94. Ce procédé avait été utilisé par les N.A.P. afin de donner plus d'impact à leurs actions au point qu'en 1975 « *Panorama* les appelait les Noyaux Armés Pré-électorales ».

95. In Robert SOLÉ, *op. cit.*, p. 110.

actions destructives ». D'autre part, les B.R. veulent « développer l'initiative sur quatre fronts » : la D.C. ; les institutions centrales de l'État (politiques, économiques, judiciaires, pénitentiaires et militaires) ; le « personnel impérialiste » accessoire (presse-patronat) ; et les « filiales locales » d'organismes internationaux comme la CEE, l'OTAN, la Trilatérale.

Ce durcissement du discours et de l'action s'explique par le fait que les B.R. considèrent que le passage entre « paix armée » et « guerre civile révolutionnaire » est devenu nécessaire puisqu'à l'expansion économique et au réformisme qui le caractérise, ont succédé la crise et la répression. Ce n'est donc plus la « propagande armée » et ses « actions démonstratives », mais la véritable « guerre civile révolutionnaire » et ses « actions destructrices » qui doivent l'emporter. Les B.R. sont en cela les fidèles héritiers de la tradition stalinienne, visant ainsi directement le pouvoir d'État et choisissant délibérément l'escalade, qui culmine avec l'enlèvement d'Aldo Moro et son exécution (16 mars 1978 – 9 mai 1978).

Cet acte, qui porte à son plus haut niveau le défi lancé à l'État, marque de profonds changements dans le mouvement terroriste. Jusque-là en effet coexistent deux types de stratégie. Il y a, d'une part, celle pratiquée par les B.R. qui vise « le cœur » de l'État. L'objectif étant de provoquer la déstabilisation au sommet, on choisit d'assassiner Aldo Moro. Mais il y a d'autre part, celle pratiquée par le mouvement armé, à l'intérieur de l'Autonomie et qui vise les niveaux intermédiaires de la pyramide sociale, actions souvent spontanées, qui demandent moins de préparations et qui supposent des groupes plus mouvants comme Prima Linea. L'objectif est de saper le système à la base et de démontrer la présence dans tout le pays de groupes capables d'alimenter le processus révolutionnaire. C'est ce qu'on appelle « le terrorisme diffus », qui assure aux B.R. une base sociale plus large que ce que la stricte clandestinité ne permet. Elles reprennent donc à leur compte les objectifs de ces attentats : « Il s'est développé un véritable mouvement de résistance armée, qui bien que dispersé, contient par son intensité et sa maturité politique, les promesses de la guerre civile et de la guerre du peuple »⁹⁶.

Or « l'après Moro » provoque un changement dans la dynamique du mouvement. L'État est renforcé par cet acte terroriste qui justifie un resserrement de la législation anti-terroriste. On constate une fuite en avant dans la violence des mouvements les plus radicaux. C'est la période où « Prima Linea » et les B.R. se lancent dans une compétition macabre, une escalade qui implique un double mouvement d'aggravation des conditions de clandestinité et de passage à des débats de plus en plus stériles, coupés de la réalité, concentrés sur l'organisation d'actions de plus en plus difficiles à réaliser⁹⁷.

96. Résolution stratégique, février 1978, in S. ACQUAVIVA, *op. cit.*, p. 151.

97. Voir à ce propos les interviews d'anciens terroristes. Dissidents de Prima Linea parus dans le *Nouvel Observateur*, septembre 1980 (Pierre Blanchet), et *Libération*, octobre 1980 (J.M. Bouguereau).

On observe également une rupture avec les bases sociales du mouvement. Déjà le printemps contestataire de février 1977⁹⁸ avait permis de constater un clivage entre différents niveaux de contestation⁹⁹.

Durant l'affaire Moro, les membres de l'Autonomie ont vainement suggéré aux B.R. de ne pas assassiner l'otage. « L'exécution de la sentence serait une erreur politico-stratégique, peut-être irréparable », disaient-ils. La suite leur a donné raison, et ironiquement ce sont eux, qui principalement ont fait les frais de la répression étant donné leur position ambiguë de semi-clandestinité pour la frange armée (qui n'hésite pas à recourir elle aussi à la violence) et plus facile à atteindre de ce fait, par les forces policières.

D — Le contre-discours ou la répression

La violence appelle la violence. Dans la machine qui se met en branle, ce sont toutes les couches de la société qui y participent. Même les masses populaires, qu'on le veuille ou non, sont associées soit directement dans le cas des manifestations d'appui au régime, ou indirectement lorsqu'elles deviennent l'arbitre social du peuple, de la nation, ou de l'État.

La raison d'État, bien sûr, est celle qui sera la première défendue. L'unité italienne, il faut bien le dire, est d'origine récente. Elle remonte à 1860 et s'est faite en dehors du peuple en l'absence d'une véritable unification populaire ou révolutionnaire, comme en France par exemple où l'esprit jacobin et centralisateur de la révolution de 1789 a permis de constituer une élite laïque et républicaine imprégnée du « sens de l'État ».

Le fascisme n'a pas beaucoup mieux réussi à faire cette unité, polarisant les énergies autour d'un homme et non de l'État. La république instaurée après la guerre est issue de la Résistance, mais elle n'a pas facilement effacé la confusion

98. Dont rend très bien compte le livre de Fabrizio CALVI, *Italie 77, Le Mouvement des intellectuels* (documents), Paris, Seuil, 1977, 217 p.

99. D'un côté, il faut noter le niveau de ce qu'il fut convenu d'appeler « l'aire créatrice », non violente, qui rassemble ceux qui veulent mettre en évidence la nécessité de nouveaux rapports entre les individus. C'est l'aspect intellectuel de la contestation, qui regroupe des collectifs de cercles de jeunes prolétaires, des groupes tels les mao-dadaïstes, situationnistes, post-structuralistes, etc.. Ces groupes se veulent le prolongement du mouvement de 68 mais avec cette fois-ci un désespoir plus total ou un cynisme et une ironie qu'ils brandissent comme une arme face au pouvoir. Ce mouvement s'estompera ou se perdra en querelles de chapelle, refusant la récupération par des groupes plus violents. D'un autre côté subsiste l'« Autonomie ouvrière », plus liée à la lutte concrète, constituée de collectifs issus du groupe d'extrême-gauche Petere Operaio (créé dans la foulée de 68 et qui disparaît en 73). Leur but est de prendre en charge les besoins là où ils sont le plus aigus, dans un affrontement direct avec les « Centrales du monopole économique ». (Cela se traduit par exemple par des autoréductions des prix des loyers, des transports en commun, etc.). Pour eux les terroristes sont « des camarades qui se trompent ». L'un des dirigeants de l'Autonomie romaine, Riccardo TAVANI, précise: « Nous considérons profondément erronée, la conception du « parti combattant ». Notre ligue politique est complètement différente. Nous, nous voulons agir ouvertement, recueillir des consensus, nous proposer comme mouvement de masse, lutter dans les quartiers, les lieux de travail. Nous voulons pénétrer cette société par tous les pores au lieu de nous cacher » (débat cité par le *Corriere della Sera*, 8 mai 1978).

née de la chute du fascisme et de la monarchie. On peut dire qu'actuellement encore la stabilité et la cohésion nationale en Italie sont assurées par des institutions à l'occasion considérées par certains comme périphériques à l'État: le parti communiste et les syndicats dans le Nord; l'Église et la Maffia dans le Sud; et la structure administrative à Rome.

Depuis la fin de la guerre, l'État est difficilement dissociable de la démocratie chrétienne au pouvoir depuis plus de 35 ans. Si durant l'Affaire Moro, il fut beaucoup question de la « défense de l'État », du « sens de l'État », de Moro « grand homme d'État », il reste évident qu'il s'agissait tout autant de la « défense de la D.C. », de Moro « président de la D.C. ». Cette ambiguïté ne trompait personne, mais la « défense de l'État » n'en est pas moins restée un thème important¹⁰⁰.

1. *Le discours de la D.C.*

Frappée par les scandales, accusée de corruption, déchirée de l'intérieur, la D.C. n'a pas moins réussi à éviter jusqu'à présent, en dépit des dix années de tentatives de déstabilisation provoquées par le terrorisme noir (de droite) ou le terrorisme rouge (de gauche), l'instauration d'un régime autoritaire et non démocratique.

L'objectif des B.R. « montrer que se cache un État policier sous le masque de la Démocratie », ne s'est pas réalisé. Est-ce la résultante de la force insoupçonnée de la démocratie? L'originalité des mouvements de contestations non violentes de février 1977, l'éclosion après la suppression du monopole d'État en 1976 en matière de radio-diffusion, de très nombreuses radios indépendantes¹⁰¹, porte paroles de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche¹⁰² ouvertes à la contre-information, à la contre-culture, répression directe des luttes sectorielles (femmes, prisons etc.) sont autant de signes de cette tolérance démocratique que peu de régimes dits démocratiques tolèrent, et qui est à mettre au crédit de la D.C., en même temps qu'ils sont autant de signes qu'une transformation de l'État en régime autoritaire ne serait pas chose facile constituant là aussi un élément de dissuasion cette fois contre l'extrême-droite.

C'est au moment de l'affaire Moro qu'ont été définies les grandes lignes du discours de la D.C. Il n'a pas changé depuis. Le refus de négocier avec les terroristes a été justifié par trois arguments. Le premier, c'est l'égalité de la loi pour tous. En sacrifiant un otage aussi prestigieux, les membres de la classe politique, interdisaient qu'on les sauve eux-mêmes à l'avenir. D'autre part, les cinq gardes du corps de Moro ayant été tués, accepter le chantage des B.R. pour Moro eut été délicat.

Le deuxième argument tourne autour de la raison d'État: l'État ne peut pas céder. C'est le suprême recours de la nation, la légitimité ultime, celle qui est

100. Léonardo SCIASCIA, *L'Affaire Moro*, Paris, Grasset, 1978.

101. En 1976 sur un total de 1,000 radios, 150 environ sont de gauche.

102. La plus célèbre fut *Radio Alice* de Bologne animée par Bifo, fermée en mars 1977 pour incitation à la violence armée.

absolue et qui ne saurait en tolérer d'autre. Négociateur enfin, avec les B.R. c'était leur reconnaître une existence politique officielle, donc jouer le jeu des B.R. qui cherchaient à être reconnus à devenir une composante de la vie politique nationale. Comme Moro lui-même le disait, l'Italie n'était pas en guerre. Il n'était donc pas question d'échanges de « prisonniers ». D'otage, Moro serait devenu « prisonnier de guerre », ce qui aurait amené l'État italien sur le terrain militaire que les B.R. souhaitaient lui imposer de tous leur vœux.

2. *Le discours du P.C.I.*

Thème important du contre-discours dans la mesure où il répond directement à l'objectif exprimé par les B.R. : « Viser le cœur de l'État », le Parti communiste, en endossant cet État malgré ses imperfections et du fait de son rôle de principal parti d'opposition a beaucoup contribué à cette défense impossible à réaliser sans son accord. En effet, se considérant comme le principal représentant des masses populaires qui assurent à l'État sa véritable légitimité, le P.C.I. considère comme inadmissible que l'on remette en cause cette légitimité. Il constate que l'État italien a toujours été démocratique et constitutionnel depuis la Libération et que si lui-même conteste sa gestion, il ne remet pas en cause l'État lui-même.

Quand la démocratie est attaquée, ce sont les travailleurs qui doivent la défendre. En « entrant dans l'État » on renforce la démocratie, on empêche que la lutte au terrorisme ne donne naissance à un régime autoritaire, et on affirme la capacité des masses « à gouverner, même à travers des institutions imparfaites ». On reconnaît là bien sûr la justification du « compromis historique ». Cette défense de l'État passe par des réformes dont le P.C.I. admet qu'elles doivent associer toutes les forces démocratiques, reconnaissant ainsi la pluralité des partis. Ceci a pour but de rassurer la D.C. qui craint que le P.C.I. ne présente sa force de mobilisation des masses¹⁰³, comme une sorte d'incarnation de l'État.

Acceptant la conséquence logique de cette entrée dans l'État, le P.C.I. a donc modifié son comportement vis-à-vis des lois anti-terroristes. Ainsi en 1975 la *loi Reale* (21 mai 75) fut qualifiée de « liberticide » par les communistes qui s'y opposèrent. Mais depuis le « compromis historique » et l'assassinat de Moro c'est le P.C.I. qui se montre le plus déterminé au renforcement de l'appareil législatif anti-terroriste. Il est vrai qu'après 1978 le P.C.I. et les syndicats ont rejoint les cibles D.C. pour les B.R. La stratégie anti-terroriste du P.C.I. privilégie donc la ligne dure qu'ils avaient inaugurée avec l'enlèvement d'A. Moro : refus de négocier avec les terroristes, et collaboration avec les forces de l'ordre. Berlinguer sera très explicite en 1978 lors de l'enlèvement d'Aldo Moro. « Tout citoyen, ayant la sensation ou le soupçon qu'un délit est sur le point d'être commis contre la vie et la sécurité d'autres citoyens et contre les institutions démocratiques de la République italienne a le devoir de dénoncer les auteurs en signalant la chose aux autorités »¹⁰⁴.

103. Seul le P.C.I. et les syndicats ont la capacité de faire sortir des milliers de manifestants, et ils ont utilisé ces démonstrations contre le terrorisme à plusieurs reprises, faisant dire à un ex-ministre socialiste. « En Italie c'est avec le terrorisme qu'on fait de la politique ».

104. Interview à la R.A.I., 6 avril 1978, in R. SOLÉ, *op. cit.*, p. 204.

Le P.C.I. sera suivi en cela par les syndicats, considérant que le procédé est la seule façon de combattre le terrorisme. Il faut isoler les terroristes, car si l'on veut vaincre l'ennemi, « il faut lui enlever l'eau dans laquelle il réussit à se mouvoir et à survivre » déclare le communiste Amendola¹⁰⁵, qui connaît bien ses classiques, déjà en 1974. Il faut aussi assurer la mobilisation populaire et rechercher l'appui des intellectuels, pour les rallier à la cause de la légitimité de l'État.

Cependant une telle mobilisation est à la fois une arme difficile à manipuler et dangereuse. Difficile à manipuler, car il est toujours hasardeux de mobiliser à l'échelle du pays en dehors des crises aiguës, et, même là, la mobilisation ne dure que quelques courtes périodes¹⁰⁶. Benvenuto prévenait d'ailleurs: « Nous avons fait l'erreur de ne pas réagir avec la même intensité à tous les attentats, quand ce n'était pas les nôtres qui tombaient, les protestations étaient souvent de pure forme »¹⁰⁷. Elle est aussi dangereuse, car en Italie la facilité du coup d'État de Mussolini en 1922 avec sa marche sur Rome, a laissé depuis, quelques craintes. La D.C. hésite donc à favoriser ce genre de stratégie qui pourrait voir les masses se substituer aux forces de l'ordre.

3. *Les discours contradictoires*

Dans le processus de subversion violente de l'État, chaque groupe politique a tendance à rechercher un « deus ex machina » à ce phénomène politique dont personne ne veut porter la responsabilité.

Pour le P.C.I. le terrorisme serait alimenté par une même centrale, que ce soit le terrorisme de droite ou celui de gauche. Cette centrale serait ce que le politicologue Giorgio Galli a baptisé « le gouvernement invisible » c'est-à-dire: les services secrets et spéciaux (italiens et étrangers), et les secteurs les plus politisés des corps d'armée (chars, parachutistes, groupe d'élite de la marine et de l'armée de l'air). Selon Galli, cette centrale aurait été créée par l'OTAN dans un but anti-communiste dans les années 50. Cette hypothèse trouve un appui dans les révélations du général Micelli, ancien chef des Services Secrets italiens¹⁰⁸. Elle y est aussi sans doute pour quelque chose dans l'interminable instruction du procès suite à l'attentat de Piazza Fontana à Milan en 1969, et qui fut marqué par des disparitions suspectes de témoins gênants mêlés à la police ou aux services secrets. Le terrorisme noir dont le but était de provoquer l'instauration d'un régime autoritaire à cause du climat d'insécurité qu'il faisait régner, n'ayant pas joué en faveur de la D.C. mais au contraire contre elle (poussée de la gauche et du P.C.I. lors des élections de 1974 et 1976), la « centrale » aurait été ainsi amenée à changer de stratégie.

105. *Rinascita*, 24 mars 1974.

106. Les terroristes durant l'affaire Moro faisaient succéder espoir et menaces, de même qu'habituellement les périodes de calme succédant à des périodes de tension.

107. Giorgio BENVENUTO, secrétaire général du syndicat U.I.L., mars 1978, in R. SOLÉ, *op. cit.* p. 207.

108. Accusé de complicité dans une tentative du coup d'État, (Affaire Rose des Vents) absous depuis et aujourd'hui député du M.S.I. (parti néo-fasciste), celui-ci mentionne l'intervention américaine et de l'OTAN auprès de ses services. Cf. Frédéric LAURENT, *L'Orchestre Noir*, Stock; Paris, 1978, 434 p.

Cette version des faits est évidemment encouragée par le discours des B.R. qui dans la parole et le geste s'en prennent au P.C.I. et aux syndicats, « les représentants de l'État dans la classe ouvrière ». D'autre part le P.C.I., considérant la faiblesse et la désorganisation des services secrets italiens au cours des dix dernières années, estime que le terrorisme italien est infiltré de l'étranger. Pour Luigi Longo, président du P.C.I. « on prépare dans d'autres sièges, italiens et étrangers, des plans subversifs contre la République et la Constitution »¹⁰⁹.

Ainsi, lors de l'affaire Moro, directement liée au « compromis historique », l'interprétation du P.C.I. était que les B.R. avaient bénéficié de l'appui du K.G.B. et des Services Secrets tchécoslovaques. Cette constatation apparemment contradictoire repose sur la thèse que les Soviétiques voyaient d'un mauvais oeil la tendance social-démocrate du P.C.I. et voulaient le bloquer sur la route du pouvoir.

Face à cette explication du terrorisme par les Communistes, la D.C. considère au contraire que le P.C.I. porte une lourde responsabilité dans ce phénomène. Le discours terroriste ne s'est-il pas forgé à travers la matrice idéologique que le P.C.I. a inculqué à ses membres ?¹¹⁰ Le terrorisme n'est-il, par ailleurs, dans son essence une forme de déstabilisation qui vise tout autant la chute de la démocratie, dont la D.C. est le principal garant ?

Il n'est pas de notre ressort de trancher ici entre ces interprétations contradictoires. Pour les besoins de l'histoire, notons toutefois que le terrorisme de gauche aurait mûri au sein du mouvement Potere Operaio¹¹¹. Celui-ci, feignant de se dissoudre en 1972, aurait continué d'opérer par la suite à deux niveaux : celui de la guerre civile et de l'insurrection armée (actions pratiquées par les Autonomes), et celui de la lutte armée (actions pratiquées par les B.R., Prima Linea, et autres groupuscules tous reliés à une même centrale). En d'autres termes, même si chacune des tendances avaient une certaine liberté d'action à l'intérieur de son propre champ d'action, une association unique aurait coiffé tous ces mouvements. Cette association par ailleurs, à la tête de laquelle on trouve Toni Negri, Riperno, Scalzone et Fioroni, aurait été dotée d'un appareil militaire stable ainsi que d'un réseau d'information commun¹¹².

Si l'on ajoute à cette thèse, celle du « complot communiste »¹¹³ soutenue par Toni Negri lui-même¹¹⁴ et celle du « complot de la D.C. et des Services Secrets Italiens »¹¹⁵, il n'est guère difficile de comprendre dans ces conditions, que la démocratie italienne est en proie à un malaise structurel chronique. Garibaldi disait naguère de l'Italie qu'elle n'était qu'une « expression géographique ». Il est difficile de savoir si les choses ont aujourd'hui beaucoup changé.

109. Percy ALLUM « L'Italie de la violence » *Le Monde Diplomatique*, avril 1978.

110. Cf. article de Alberto RONCHEY, *Corriere della Sera*, 12 juin 1977.

111. Dont Toni Negri et Carlo Fioroni étaient membres.

112. Cette thèse serait, semble-t-il, confirmée par les révélations de Carlo Fioroni, ex-militant de Potere Operaio, condamné à 27 ans de prison.

113. À savoir que ce sont les « Staliniens » du P.C.I. et non l'extrême-gauche des Autonomes qui manœuvrent le terrorisme.

114. Cf. « Lettre de prison » de Toni NEGRI, dans « L'Italie Changée », *Change*, no 39, mars 1980.

115. Cf. Gianranco SANGUINETTI, *Du terrorisme de l'État*, Paris, (sans éditeur) 1980, 139 p.

E — Le contre contre-discours (ou la fermeture du discours terroriste, 1979-1980)

Lorsque grince la machine de la répression, lorsque la légitimité politique triomphe sur l'illégitime, lorsque le peuple enfin n'arrive plus très bien à s'y retrouver dans les méandres de la violence, préférant en cela la sécurité psychologique que lui procure le maintien de l'ordre par l'État, des dissensions se font jour au sein des groupements terroristes, leur transparence naguère politique se transforme en une vague d'opacité à caractère criminel, tandis que cette marginalisation accrue entraîne le terroriste dans un processus de « schizophrénisation » plus intense encore.

La finalité de la violence transcende les objectifs politiques. Le terroriste fait désormais partie d'une élite de « chevaliers », qui sèment ici et là la terreur dont ils sont devenus les serviteurs absolus. D'autres mythes font leur apparition. Le mythe des armes par exemple. D'instruments techniques qu'elles étaient, elles deviennent des moyens, puis des fins, puis une religion¹¹⁶. Les mythes du feu et de la mort retrouvent leur virginité, leur caractère purificateur et libérateur¹¹⁷. Comme le soulignait A. Moravia, sur le papier, les idéologies fasciste et terroriste sont des opinions, « accompagnées de la mort, elles acquièrent leur vérité »¹¹⁸. À tout cela s'ajoute le mythe de la camaraderie virile où le symbole de la mort est tout à la fois manière d'être et de faire, manière de s'introduire (ou de naître !) dans la société et d'y être emportée du même coup avec elle.

Lorsque pour la première fois paraîtra à Turin, en mai 1980 un document invitant les groupes armés à « abandonner collectivement leurs organisations », il sera le reflet des luttes qui depuis 1979 divisent « Primea Linea » ou les B.R. au sein de leurs propres groupes ou d'autres organisations¹¹⁹. Ce texte dénonce la logique d'anéantissement réciproque de « deux improbables armées ». Celles des terroristes et « ... la disparition de centaines de militants communistes¹²⁰ soustraits à la lutte des classes dans la valse macabre de la spirale terroriste et répressive... Nous le disons expressément depuis un an (...) même si c'est avec trop de timidité : aujourd'hui, il faut être plus clair encore et reprendre la saine habitude de la critique et de l'auto-critique publique ».

Pour ceux qui choisissent de continuer de s'insérer dans la spirale de la violence, il faut réorienter le discours, trouver de nouveaux récepteurs, briser certes les éléments les plus susceptibles de favoriser la cohésion de la classe ouvrière¹²¹, mais aussi renouer le dialogue avec les mass média, afin de reconquérir un droit de

116. Le culte du P-38, de gros calibre, en est un bon exemple, les camarades du P-38 s'identifient ainsi à leurs armes.

117. Sur le mythe du feu, cf. l'expérience du terroriste allemand Bonni Baumann, cité dans Charles DAVID, *op. cit.*, p. 32.

118. Cf. *l'Espresso*, 21 mai 1978, dans Robert SOLÉ, *op. cit.*, p. 107.

119. Cf. les témoignages de dissidents parus dans *Libération*, octobre 1980.

120. Terme qui désigne évidemment les militants d'extrême-gauche, puisque le nom de « communiste » n'est pas employé par les membres du P.C.I.

121. C'est-à-dire en Italie, le P.C.I. et les syndicats.

parole nouvelle. Parmi les nouveaux récepteurs, il faut noter le sous-prolétariat¹²², constitué par la couche sociale défavorisée et en chômage, et les prisonniers¹²³. Comme le déclarait déjà Andreas Baader en 1975: « Tout prolétaire prisonnier qui comprend politiquement sa situation et qui organise la solidarité, la lutte des prisonniers, quel que soit le motif qui l'a conduit en prison, est un prisonnier politique¹²⁴. L'enlèvement du juge d'Urso¹²⁵ par ailleurs et la révolte des prisons de haute sécurité de Trani et de Palmi donneront en tout cas l'impression d'une coordination entre les B.R. et les terroristes en prison¹²⁶. Il faut cependant préciser que ce désir de politiser les prisons rencontre l'opposition des prisonniers de droit commun qui se sont désolidarisés à plusieurs reprises des « politiques », en particulier à Trani.

Quant à la reconquête du droit de parole, elle s'impose d'autant plus que la population, après avoir subi une avalanche d'informations, tend à dédramatiser l'événement, et à se démobiliser progressivement¹²⁷. Les citoyens se sentent de plus en plus spectateurs d'une pièce qui se joue à trois: les terroristes, les dirigeants politiques, et les journalistes. La lutte se situe désormais au niveau du « terrorisme spectacle ».

Il semble donc que ce désir de « conquérir et d'imposer des espaces » dans la presse, principale revendication des B.R., lors de l'enlèvement du juge d'Urso, ne soit plus aussi efficace, d'autant que l'on assiste à une remise en cause du rôle de l'information face au terrorisme en Italie même, suite à la publication par l'hebdomadaire *l'Espresso*, de l'interrogatoire du juge ainsi qu'une interview des B.R.

Les deux journalistes responsables ont été arrêtés, et la presse italienne est quasi unanime à reprocher cette publication. Il est à noter que depuis cet enlèvement, les journaux et la télévision présentent plus discrètement leurs communiqués sur le terrorisme, et seulement deux quotidiens « *Il Messagero* » de Rome et « *Il Secolo* » de Gênes, ont publié les messages et documents des détenus des prisons de Trani et Palmi, révoltés¹²⁸.

Reconquérir de ce fait un droit de parole auprès de la population, c'est peut-être le sens qu'il faut donner aux deux plus récentes actions des B.R.: l'enlèvement et la libération du juge d'Urso, où grâce à une technique maintenant éprouvée les B.R. ont tenu en haleine le pays pendant plus d'un mois, cherchant manifestement une tribune pour justifier leur action. C'était la première fois depuis 5 ans que les

122. Le nombre de chômeurs, de travailleurs « en noir » (black market) ou d'étudiants sans emploi, varie selon les sources. Pour l'extrême-gauche, le nombre de travailleurs « en noir » varie entre 4.5 et 2.1 millions (Document ISVET, no 50/19, et Institut Doxa, 1971); plus d'un million pour les étudiants sans emploi et plus de 1.5 million pour les chômeurs officiels en 1978.

123. Selon Toni Negri, il y aurait eu plus de 36,000 personnes emprisonnées en Italie, dont au moins 1,500 « prisonniers politiques ». Cf. *Change*, no 39, mars 1980.

124. Interview accordé au *Der Spiegel*, 20 juin 1975.

125. Enlevé le 12 décembre et libéré le 15 janvier 1981.

126. Le sixième communiqué des B.R. précisera: « Notre bataille et celle des prisonniers de Trani sont indissolublement unies ». Cf. *Le Monde*, 31 décembre 1980, p. 15.

127. Les organisations syndicales elles-mêmes ont en effet observé « l'indifférence d'une partie des travailleurs » Cf. *Le Monde Diplomatique*, avril 1978.

128. *Le Monde*, 15 janvier 1981.

B.R. accordaient une interview. On y retrouve toutefois le même discours où alternent les grandes proclamations idéologiques et les menaces contre les corps constitués (carabiniers, magistrats, journalistes, hommes politiques), ainsi qu'une justification de l'assassinat de Moro. « Il s'agissait alors d'accroître dans la conscience prolétarienne la nécessité et le bon choix, d'un point de vue stratégique, de la lutte armée »¹²⁹.

Cependant, l'on pourrait tirer une interprétation différente du contre-discours, suite à l'enlèvement d'un dirigeant de la D.C., M. Ciro Cirillo¹³⁰, près de Naples, suivi d'un communiqué no. 1 qui, dans une brochure de 140 pages explique la situation en Italie du Sud, et dénonce la spéculation immobilière après le tremblement de terre du 23 novembre dans la région. La cible est particulièrement bien choisie pour exploiter la situation sociale explosive que connaît Naples depuis le séisme et les slogans qui accompagnent les communiqués témoignent d'un changement dans le discours. On retrouve en effet « Travailler tous, travailler moins », qui fut un des thèmes de l'extrême-gauche, et qui ainsi s'adresse aux chômeurs, aux sans-abris, en un langage qu'ils sont susceptibles de mieux comprendre.

Notre étude s'arrêtant en 1981 nous n'avons pas couvert le tournant que marqua en décembre 1981 l'enlèvement du général américain Dozier. Ce faisant, les B.R. renouèrent avec leur discours de gauche anti-impérialiste, dirigé, de surcroît, contre un militaire américain rattaché à l'OTAN. Le hasard aidant, la coordination des différents corps de police et l'appui qu'apportèrent certains services secrets étrangers aux autorités italiennes permirent à Rome de porter un coup fatal à l'organisation des B.R.

V – Conclusions générales

L'étude de cas sur l'Italie nous a permis de suivre d'une façon un peu plus concrète que dans les trois premières sections de ce chapitre, la dynamique de la violence insurrectionnelle qui s'est abattue sur l'Italie dans les années 1970. Est-il possible de dépasser le cadre de cette analyse pour généraliser davantage ?

Ce qui frappe l'observateur averti de la situation européenne, ce sont les sources des discours terroristes, italiens et français¹³¹. Ils sont tous animés par les mêmes mythes, ceux de la gauche, ceux de la révolution, et ceux du Tiers Monde, ce dernier ayant remplacé l'image de l'ouvrier exploité par le capitalisme au XIX^{ème} siècle. Ils sont tous aussi motivés par les mêmes principes révolutionnaires de base, d'obédience marxiste et la plupart du temps complétés par les principes maoïstes de

129. *Le Monde*, 4/5 janvier 1981.

130. *Le Monde*, 30 avril 1981.

131. Nous élargissons ici le débat pour inclure le discours de la « Nouvelle Résistance Populaire » (N.R.P.), organe militaire fondé en France en janvier 1971 et qui prévoit la lutte violente contre l'État. Sur les sources du discours de ce mouvement, cf. le texte paru en supplément à *La Cause du Peuple*, no 32 (revue dirigée par J.P. Sartre), et repris dans Alain Geismar, *l'Engrenage terroriste*, Paris, Fayard, 1981.

la « guerre des partisans ». On retrouve ainsi en Italie et en Allemagne occidentale les principes de « l'avant-garde armée »¹³², du « peuple armé », prélude à la révolution générale, des « bases d'appuis » adaptée du modèle chinois et constituée essentiellement par les grandes usines, qui deviennent ainsi des « arrières politiques » et « militaires », là où le prolétariat est « fort et influent », et là où il est possible de « résister aux contre-attaques ennemies »¹³³. Si l'on ajoute à cela les principes de la guérilla urbaine latino-américaine qui, lorsque transposés à la situation européenne, permettent d'élargir les luttes de classes à la fraternité internationale des classes opprimées¹³⁴, on obtient ainsi des lignes de clivage insurrectionnel qui recourent tout à la fois le national et l'international.

En dépit de la similarité des sources du discours, on est en droit de se demander pourquoi le terrorisme s'est implanté en Italie, pourquoi il s'est manifesté d'une façon épisodique et violente en RFA, et pourquoi, en France, ce geste n'a que très rarement été joint à la parole¹³⁵.

C'est avec prudence que nous avançons ici une hypothèse de base: le rapport entre la violence et sa légitimité aux yeux de la population. La RFA et l'Italie sont deux pays dont l'unification politique est récente. De surcroît, celle de la RFA est encore plus délicate puisqu'après avoir connu une période de brève unité, les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale lui ont imposé la division. La légitimité de la RFA tient essentiellement à la démocratie et à son rattachement au camp occidental. Que l'un ou l'autre de ces deux principes soient remis en cause, et ce sont les fondements mêmes du régime politique allemand qui risquent de s'écrouler.

Les conditions économiques et sociales qui prévalent en RFA sont cependant très différentes de celles qui existent en Italie. Durant toute la décennie 1970, la RFA continue d'être le moteur européen des économies occidentales. L'italienne, en revanche, s'essouffle tandis que s'approfondit le fossé économique entre le nord et le sud. Est-ce une pure coïncidence si les mouvements terroristes en Italie justifient leur action par le développement de longs discours qui s'appuient sur les principes de la lutte des classes en Italie, alors qu'en RFA ce sont les thèmes de la lutte contre « l'impérialisme mondial » qui triomphent? ¹³⁶

132. Principe que la NRP se promettait de jouer en France.

133. Cf. Alain GEISMAR, *op. cit.* p. 166.

134. Le cas des Tupamaros d'Uruguay a toujours frappé l'imagination des militants gauchistes. L'Uruguay, en effet, est présenté comme la « Suisse de l'Amérique latine », démocratie bourgeoise, pays prospère, où les Tupamaros ont réussi à révéler la fracture des classes. Même après l'échec des Tupamaros dont l'action mènera à une dictature militaire sanglante, le modèle des Tupamaros continuera d'influencer la gauche. L'un des premiers groupes armés allemands s'appellera d'ailleurs « Tupamaros Berlin-ouest ».

135. Nous excluons ici le terrorisme à caractère séparatiste qui découle d'un processus différent.

136. Le manifeste « Shalom et Napalm » diffusé en 1969 à Berlin (tract publié par les Tupamaros Berlin-ouest) à l'occasion du 31^{ème} anniversaire de « la nuit de cristal » est sur ce point très clair. Tous les thèmes du discours: guerre du Vietnam, lutte des Palestiniens, sionisme, convergent vers la lutte contre l'impérialisme mondial, dans lequel l'Allemagne n'est qu'un complice (État fasciste camouflé sous le « manteau démocratique »). Le peuple n'est mentionné indirectement qu'une fois: « L'opinion publique allemande n'est au courant de rien », à cause du rôle de la presse du groupe Springer, ce qui dispense de chercher son soutien.

Dans les deux cas, les bases sociales dont se réclament les mouvements terroristes diffèrent. Dans les deux cas, toutefois, ce sont les principes du fonctionnement même des jeunes démocraties qui sont mis en cause, à cette différence toutefois qu'en RFA, la lutte se double d'une seconde composante idéologique inacceptable pour l'État ouest-allemand: que des forces anti-impérialistes opèrent à partir de son territoire. Les terroristes, ne disposant pas d'une base sociale qui puisse légitimer leurs revendications, la répression en RFA sera dure et immédiate. En Italie, au contraire, c'est lorsque l'État aura été touché en la personne d'Aldo Moro que la base sociale prendra pleinement conscience des événements, alors qu'elle s'était jusque-là cantonnée dans son rôle d'arbitre social entre d'une part les carences et les faiblesses de l'État qu'elle n'était pas malheureuse de voir être remise en cause par les événements, et les revendications formulées, d'autre part, par ceux qui s'opposaient dans la violence au système.

Pourquoi, malgré tout, le mouvement étudiant débouche-t-il sur la violence dans certains groupes en Italie et en RFA, mais non en France? Alain Geismar, donne dans son livre une interprétation qu'il convient de souligner puisqu'il fut après la crise de 1968 un des leaders du mouvement maoïste en France, « la gauche prolétarienne ». Selon lui, les mouvements d'extrême-gauche en France sont marqués par une forte « morale politique » puisée dans le contexte historique de la Résistance, et de la guerre d'Algérie plus récemment, contre laquelle la plupart des leaders d'extrême-gauche ont milité. Ces références ont imposé le principe de la légitimité de l'action par la mobilisation populaire. Or elle ne se réalisera pas en France malgré la création de la N.R.P. qui fera une tentative d'actions militaires entre 1970 et 1973. Cet échec, selon A. Geismar a « renforcé notre détermination de refuser l'affrontement central et *a fortiori*, le terrorisme comme réponse à l'isolement et à la répression »¹³⁷, et si le discours annonce le début de la guerre civile, il n'a cependant « jamais été accompagné d'actes risquant de provoquer l'escalade »¹³⁸. Pour lui, l'apparition de mouvements violents en France, bien après 1973, correspondrait à de nouvelles générations, étrangères au « code moral » des précédentes, et pour qui l'exemple palestinien a peu à peu implanté le principe de « la fin justifie les moyens ».

Ainsi le terrorisme en France n'a jamais trouvé une base sociale qui lui aurait permis de se développer, condition jugée nécessaire à son éventuelle justification. Il est vrai que les événements des années 1982 et 1983 ont pu laisser croire à l'implantation du terrorisme en France, celui-ci, cependant, fut d'origine étrangère (du type transnational d'origine exogène), et relié essentiellement à l'évolution de la situation internationale, en Iran, en Turquie ou au Moyen-Orient.

En RFA, en revanche, la double conjoncture du discours tiersmondiste et l'absence de toute légitimation interne qui puisse fournir des assises à ce même discours aura tôt fait de faire considérer les groupements terroristes, à la fois aux yeux du public et du pouvoir, comme des usurpateurs illégitimes. Or, comme le précisait déjà en 1970 le texte fondateur de la NPR française, la coupure d'un

137. A. GEISMAR, *op. cit.*, p. 57.

138. *Ibid.*

mouvement avec les masses entraîne « les risques de mercenarisation, de développement autonome, incontrôlé, pûrement militaire »¹³⁹. On assiste actuellement en RFA à une sorte de professionnalisation de la violence et comme le souligne Raoul Girardet, « de l'appel à la violence libératrice, à la domestication mercenaire de la violence, le passage s'est fait sans heurt »¹⁴⁰. La terreur, dans ces conditions, ne nourrit plus que les fantasmes des terroristes qui dépassent même les limites de la criminalité pour sombrer désormais dans la torpeur macabre de la mort gratuite.

139. Cf. annexe 2 dans GEISMAR, *op. cit.*

140. Raoul GIRARDET, « Quand les terroristes deviennent professionnels », *Magazine Littéraire*, 29 janvier 1981, p. 29.